# GAZINIR.

Un an, 72 fr

Six mois, 36 fr .- Trois mois, 18 fr

ÉTRANGER: Le port en sus, pour les pays sans échange postal.

ABONNEMENT JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DEBATS JUDICIAIRES.

RUE HARLAY - DU - PALAIS, 2 time proposed ... ... ... ... au coin du quai de l'horlege

Les lettres doivent être affranchies).

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES

## Sommaire.

Justice Civile. — Cour impériale de Paris (4° chambre): Serrurier; forge; ouvrier; projection d'un éclat dans l'œil; perte de cet œil; accident; responsabilité; dommages intérêts. - Tribunal civil de la Seine (1re ch.): Caisse de la boulangerie; bon volé; réclamation faite en Cour d'assises; refus de paiement par la Caisse — Tribunal civil de la Seine (2° ch.): Don manuel; titres au porteur; obligations des chemins de fer Romains; allégation de fraude; héritiers; demande à fin de restitution.

JUSTICE CRIMINELLE. — Cour de cassation (ch. criminelle). Bulletin. - Cour impériale de Paris (ch. correct.): Adultère; complicité. - Cour impériale de Lyon (ch. correct.): Adultere; fin de non-recevoir; entrelien d'une concubine au domicile conjugal, sursis.. - Cour d'assises du Gard: Incendie. — Cour d'assises de la Dordogne: Tentative de meurtre. — Tentative de vol avec violence sur un chemin public. - Tribunal correctionnel de Paris (7º ch.) : La Caisse d'arbitrage, la Caisse des dépôts, la Caisse des comptes-courants et la grosse caisse; escroqueries s'élevant à plus de 300,000 francs.

JURY D'EXPROPRIATION. - Ouverture des rues Turbigo et Réaumur.

CHRONIQUE.

## JUSTICE CIVILE

COUR IMPÉRIALE DE PARIS (4º chambre), Présidence de M. de Boissieu.

Audience du 18 novembre.

SERRURIER. - FORGE. - OUVRIER. - PROJECTION D'UN ÉCLAT DE FER DANS L'OEIL. - PERTE DE CET ŒIL. -ACCIDENT. - RESPONSABILITÉ. - DOMMAGES-INTÉRÊTS.

M. Nicolas Monthiers a, à Saint Gratien, près Pontoise, un modeste atelier de serrurerie, où il occupe ses deux frères et travaille avec eux.

Le 24 mars 1864, Nicolas Monthiers travaillait à couper, avec un outil appelé tranche, une ancre en fer rouillé, provenant d'une démolition, lorsqu'à la suite de l'un des coups portés par lui, un grain d'acier se détachant de l'outil alla frapper Eugène Monthiers à l'œil droit. Ce malheureux travaillait tout près de son frère; le coup fut d'autant plus violent, et la perte de l'œil en fut la consé-

quence. C'est dans ces déplorables circonstances que Eugène Mouthiers, prétendant que l'endroit où il travaillait n'ava t pas été suffisamment éloigné de celui où travaillait son irère et de façon à éviter les accidents, a formé contre Nicolas Mouthiers, son frère, une demande en dommagesintérêts. Celui-ci a résisté en invoquant la fatalité, le cas fortuit et l'impossibilité d'éviter de pareils matheurs. Mais le Tribunal de Pontoise, par jugement du 26 janvier 1865, a admis en partie la demande de Eugène Monthiers dans

les termes suivants :

« Après avoir entendu Mos Donard et Poulain, avoués, en leurs moyens et conclusions, ensemble le ministère public aussi en ses conclusions, et en avoir délibéré, conformément à la loi, jugeant en premier ressort;

Attendu, en droit, qu'aux termes des art. 1382 et 1383 du Code Napoléon, tout fait quelonque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute, la negligence ou l'imprudence duquel il est arrivé, à le réparer;

« Attendu qu'il est constant, en fait, que le 24 mars 1864, Nicolas Monthiers serrurier à Saint-Gratien, a entrepris de couper, avec un outil appelé tranche, une ancre en fer rouillé,

aortant d'une démolition; Attendu qu'à la suite de l'un des coups portés par Nicolas Monthiers, un grain d'acier, se détachant de la tranche, est allé frapper à l'œil dtoit Eugène Monthiers, ouvrier au service de Nicolas Monthiers, et frère de ce dernier, qui travait dans le même atelier, à une distance d'environ 1 mètre

« Attendu qu'il ne s'agit pas là d'un cas purement fortuit, mais d'un fait qui, de l'aveu passé par Monthiers dans ses écritures, se produit quelquefois; « Que c'était à Nicolas Monthiers à prendre toutes les pré-

cautions pour éviter un pareil accident; « Que si, en général, il est du devoir du maître de veiller à la sécurité de ses ouvriers, ce de voir devient plus strict encore lorsque, comme dans l'espèce, les ouvriers sont sou

mis à des travaux dangereux; « Attendu que l'accident survenu à Eugène Monthiers a eu pour résultat la perte de l'œil droit de ce dernier; α Que, de plus, Monthiers a du cesser son travail et subir

« Attendu que, dans cet état des faits, il est juste d'accorder une indemnité à Eugène Monthiers; « Attendu que le Tribunal a les éléments nécessaires pour le Grande de la Gr

« Par ces motifs, « Sans qu'il soit besoin de recourir à la preuve des faits articules par Eugène Monthiers, la faute de Nicolas Monthiers étant dès à présent établie;

« Condamne par toutes les voies de droit, et même par corps, Nicolas Monthiers à payer à Eugène Monthiers la somme de 1,200 fr., à titre de dommages-intérêts, et ce, sans déducit. déduction d s légères sommes qui auraient pu être payées par Nicolas Monthiers, lesdites sommes demeurant acquises à Eugène Monthiers; « Condamne Nicolas Mouthiers aux intérêts de droit et aux

Nicolas Monthiers a interjeté appel de ce jugement,

M' de Jouy a soutenu cet appel.

M' Lebrasseur, avocat d'Engène Monthiers, a défendu

le jugement.

Conformément aux conclusions de M. Jousselin, substitut du procureur général, la Cour a rendu l'arrêt sui-

« La Cour, « Adoptant les motifs des premiers juges, mais considérant toutefois qu'à raisons des circonstances de la cause il y a lieu de réduire les dommages-intérêts alloués par les premiers juges et en outre d'accorder à l'appelant des délais pour

se liberer;

« Met l'appellation au néant, ordonne que ce dont est appel sortira effet, mais par les voies ordinaires seulement, et

néanmoins réduit à 600 fr. la condamnation prononcée contre l'appelant, lui accorde une année pour se libérer par à-compte mensuels de 50 fr. à dater de la signification du

DECEMBER 1865

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (1º ch.). Présidence de M. Bedel. Audience du 21 novembre.

CAISSE DE LA BOULANGERIE. - BON VOLÉ. - RÉCLAMATION DU PROPRIÉTAIRE. - DÉCLARATION FAITE EN COUR D'AS-SISES. - REFUS DE PAIEMENT PAR LA CAISSE.

La Caisse de la boulangerie n'est pas obligée de rembourser les bons emis par elle, tant que ces bons ne lui sont pas

Il ne suffit pas d'établir la propriété du bon réclamé et le vol commis au préjudice du propriétaire.

La déclaration faite par un accusé sen Cour d'assises que le bon ainsi réclamé a été détruit, ne fait pas preuve juridique de son anéantissement.

Le 4 janvier 1859, M<sup>me</sup> veuve Vivier a déposé à la Caisse de la boulangerie de Paris une somme de 1,976 fr. En échange il a été sonscrit par ladite Caisse, à l'ordre de Mme Vivier, un Bon de pareille somme sous le nº 61,316, payable le 4 janvier suivant. Le 14 juin 1859, des voleurs se sont introduits dans le domicile de la dame Vivier et ont soustrait, entre autres valeurs, le Bon de la Caisse de la Boulangerie.

Les voleurs ontété arrêtés; ils appartenaient à la bande Delettre, et ont comparu le 26 janvier 1862 devant la Cour d'assises de la Seine, qui les a condamnés à huit ans de reclusion. Au cours des débats ils ont avoué le vol, mais en même temps ils ont déclaré que le Bon volé avait été détruit par eux dans l'impossibilité où ils étaient de

M<sup>mo</sup> Vivier, qui est dans une situation de fortune très restreinte, s'est alors adressée à la Caisse de la boulangerie pour obtenir le paiement de la somme de 1,976 fr., et, sur le refus de la Caisse, elle a saisi le Tribunal d'une demande tendant à être autorisée à retirer ladite somme de la Caisse de la boulangerie.

Le Tribunal, après avoir entendu Me Hendlé, avocat de Me veuve Vivier, et Me de Chégoin, avocat de M. le préfet de la Seine, a rendu le jugement suivant :

« Attendu qu'à la vérité la veuve Vivier établit : «1. Qu'elle est propriétaire du bon de 1,976 fr. souscrit à son ordre, le 3 janvier 1859, par la Caisse de la boulangerie,

payable un an après; « 2º Que ce bon lui a été fraudule sement soustrait le 14 janvier 1859, et que les individus con lamnés pour ce vol ont, lors de l'instruction criminelle, déclaré avoir brûle ce titre avec d'autres:

« Mais attendu que l'allégation de ces malfaiteurs ne fait pas preuve suffisante de l'anéantissement du bon; qu'ils ont pu, à la rigueur, conserver ce bon dans l'espoir d'en essayer ultérieurement la négociation, ou de rançonner un jour la veuve Vivier elle-même en lui en proposant la restitution; « Attendu que la veuve Vivier réclame purement et sim-

lement ses 1,976 fr. avec les inté èts, sans offrir aucune garantie de nature à sauvegarder la Ville de Paris contre les chances d'une réclamation de la part d'un tiers porteur pouvant se présenter dans les trente ans, à partir du 30 jan-

vier 1860;

a Attendu que le préfet de la Seine ès-noms a, le 12 mai dernier, fai, offres réelles à la veuve Vivier du montant du bon, et que faute par elle de pouvoir remettre le titre contre le paiement, il a, le 26 du même mois, déposé à la Caisse des consignations la somme offerte;

a Que le tout est régulier, et libère la Ville de Paris et

l'ancienne Caisse de la boulangerie; « Déclare la veuve Vivier non recevable en sa demande ;

Déclare lesdites offres réelles et consignations du préfet de la Seine valables et libératoires envers la veuve Vivier; réserve à celle-ci ses droits sur la somme déposée pour les faire valoir quand et comme il appartiendra, et condamne la veuve Vivier aus dépens. »

## TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (2º ch.). Présidence de M. Theurier de Pommyer. Audience du 16 novembre.

DON MANUEL. - TITRES AU PORTEUR. - OBLIGATIONS DES CHEMINS DE FER ROMAINS. - ALLÉGATION DE FRAUDE. -HÉRITIERS. - DEMANDE A FIN DE RESTITUTION.

M. Dobremer, qui habitait à Saint-Mandé, rue des Rendez-Vous, est décédé dans le courant du mois de février 1865; il laissait comme héritières trois filles mariées, les dames Debergue, Royer et Donet; il laissait en outre une nièce, la dame Hochu, élevée par lui. Cette dame, après son mariage, avait continué de demeurer près de son oncle, déjà âgé, et de lui prodiguer des soins journaliers.

On apposa les scel és dans le domicile de M. Dobremer après sa mort, et lorsqu'on les leva, on trouva dans les papiers du de cujus un bulletin d'agent de change qui portait la date du 7 janvier 1865, et qui constatait la vente opérée pour le compte du défunt de vingt obligations

des chemins de fer Romains. Les dames Debergue, Royer et Donet savaient que leur père possédait trente obligations, et, après avoir acquis la certitude que leur père avait touché, dans les premiers jours de janvier, les coupons d'intérêt, elles ont cherché à savoir ce que pouvaient être devenues les dix obligations qui n'étaient pas comprises dans l'opération de bourse faite par Dobremer; elles ne tardèrent pas à soupçonner Mm Hochu, leur cousine, qui était restée gardienne du domicile de M. Dobremer après sa mort, et qui seule, selon elles, aurait pu s'emparer des valeurs qui manquaient. Elles ont, en conséquence, par exploit de Chauveau, huissier à Paris, en date du 27 avril 1865, fait sommation à Mª Hochu d'avoir à restituer ces valeurs.

Mª Hochu a répondu aussitôt qu'elle possédait en effet dix obligations des chemins de fer Romains; qu'elle tenait ces valeurs de la libéralité de M. Dobremer, son oncle, qui les lui avait remises à titre de don manuel, le 15 décembre 1864, et el e ajoutait que ce don lui avait été fait pour la récompense de ses soins assidus pendant de longues années; elle a demandé en outre la délivrance d'un legs de 4,000 fr. à elle fait par M. Dobremer dans prévenu est le sieur Medlier, et chur banquier rue

i son testament en date du 7 mars 1864. et déposé en l'étude de Me Breugnon, notaire à Vincennes.

Au récit présenté par Mme Hochu, en ce qui touchait les obligations des chemins de fer Romains, les héritières répondirent qu'il était impossible d'admettre que les coupons de ces dix obligations ayant été touchés par leur père dans le commencement du mois de janvier 1865, la dame Hochu ait pu recevoir, le 15 décembre 1864, dix de ces valeurs à titre de libéralité; elles ajoutaient que, lors de l'inventaire, leur cousine n'avait fait aucune déclaration, qu'elle avait seul ment réclamé un tableau qui lui avait été donné par le défunt

Mme Hochu, de son côté, a persisté dans ses prétentions et offert d'en fournir la preuve. Les héritières ont alors saisi le Tribunal d'une demande en restitution des dix obligations susénoncées, offrant de faire à leur cou-sine la délivrance du legs de 4,000 fr. réclamé par elle. Le Tribunal, après avoir entendu M° Popelin, avocat,

pour les héritières Dobremer; M. Vautrain, avocat, pour Mme Hochu, et les conclusions de M. l'avocat impérial Vaney, a rendu le jngement suivant :

« Joint les demandes, attendu leur connexité; et, statuant sur le tout par uu seul et même jugement; « Attendu que les héritiers Dobremer ne prouvent pas que les époux Hochu se soient emparés frauduleusement des dix obligations des chemins de fer romains dont s'agit;
« Qu'il résulte au contraire des faits et circonstan
cause que ces una obligacions ous ses romises, le 15 d

1864, par Dobremer lui-même à la femme Hochu à titre de

« Que ce don est suffisamment motivé par les soins que ce te dernière a rendus à Dobremer, son parent; « Que les faits articulés par les héritiers Dobremer ne sont

donc pas pertinents ni admissibles;
« En ce qui touche la demande des époux Hochu en délivrance du legs que leur a fait Dobremer dans son testament authentique du 7 mars 1864, enregistré:

« Attendu que cette demande n'est pas contestée; « Par ces motifs,

« Sans s'arrèter ni avoir égard aux faits dont les héritiers Dobrem-r demandent la preuve par témoins, les déclare mal fondés dans leur demande en restitution des dix obligations de chemin de fer dont il s'agit;

a Statuant sur la demande en délivrance du legs :

« Fait délivrance à la femme Hochu de la somme de 4,000 francs qui lui a été laissée par le testament susénoncé, en-semble des intérêts de cette somme à partir du jour de la

« Condamne les héritiers Dobremer aux dépens. »

## JUSTICE CRIMINELLE

COUR DE CASSATION (chambre criminelle). Présidence de M. Vaïsse.

Bulletin du 30 novembre. La Cour a rejeté les pourvois : 1º De Aignan Boulard, condamné par la Cour d'assises du

1º De Aignan Boulard, condamné par la Cour d'assises du Loiret à cinq ans d'emprisonnement pour attentat à la pudeur; — 2º De Théodore Ce lerin (Bône), quatre ans d'emprisonnement, attentat à la pudeur; — 3º De Marie-Alexandrine-Claire fille Saturnin (Basse-Terre, Guadeloupe), six ans de travaux forcés, pour incendie; — 4º De Catherine Bonnet (Seine), cinq ans de reclusion, vol qualifié; — 5º De Pierre Bacino (Var), dix ans de travaux forces, attentats à la pudeur; — 6º De Bertrand Lalanne (Senégal), cinq ans de travaux forcés, séquestration illégale; — 7º De Pierre-Germain Charenton (Loiret), dix ans de reclusion, attentat à la pudeur; — 8º De Emile-Louis-Félix Masson (Mayenne), cinq ans de — 8º De Emile-Louis-Félix Masson (Mayenne), cinq ans de reclusion, attentats à la pudeur;— 9º De Alexis Rossi (Bône), 10° De Louis-Stanislas-Fortunat Renault (arrêt de la chambre d'accusation de la Cour impériale de Caen), renvoi aux assises du Calvados, pour assassinat; — 11° De Frédéric-Pierre Vaury (arrêt de la chambre d'accusation de la Cour impériale de Paris), renvoi aux assises de la Seine pour attentat à la pu-

COUR IMPÉRIALE DE PARIS (ch. correct.). Présidence de M. Saillard. Audience du 29 novembre. ADULTÈRE. - COMPLICITÉ.

Une jeune femme de vingt ans, d'une beauté charmante, est prévenue d'adultère. Elle baisse les yeux, et

quand elle relève la tête, c'est pour lancer à son jeune mari, assis en face d'elle, des regards pleins de haine. L'homme qui est auprès d'elle comme complice a dix ans de plus que le mari

M. le conseiller Delalain Chomel présente le rapport de cette affaire, et donne lecture du proc s-verbal destiné à constater le flagrant délit d'adultère, et qui porte la date du 30 avril dernier.

Voici cette pièce, sur laquelle s'appuie la prévention : Nous nous sommes transporté, vers une heure du matin,

accompagné du sieur X..., demeurant boulevard des Martyrs, 16, au domicile de la dame Cécile-Alexandrine X..., épouse du

sieur Ch. Z... (quartier du Val-de-Grâce).
Parvenu au quatrieme étage de la maison, devant la porte de l'appartement, tenu en location par la dame veuve B..... mère de l'épouse X..., nous avons sonné à diverses fois sans qu'au bruit de la sonnette personne soit venu nous ouvrir, bien que nous ayons dû attendre sur le carré environ sept à huit minu es. Le concierge nous ayant dit que la bonne de la dame B... occupait une chambre sous le comble du sixième étage; nous nous sommes rendu à sa porte afin de sa-voir de cette fille si elle possédait une clef de l'appartement de sa maîtresse. Sur sa réponse affirmative, après avoir decliné notre qualité, montre notre écharpe, et fait connaître la mission dont nous étions chargé, nous avons invité cette bonne à nous remettre la clef dont il s'agit, ce qu'elle a fait

Nanti de cette clef, et étant redescendu au quatrième étage, et après avoir ouvert la porte, nous avons pénétré dans une première et deuxième pièce, accompagné du sieur X..., plaignant. La porte de la troisième pièce, faisant suite aux deux que nous venons de désigner, et ayant vue les unes et les autres sur le derrière de la maison et sur les jardins du Val-de-Grâce, nous avons dû frapper de nouveau, la porte dont s'agit étant fermée. Ces préliminaires avaient eu une durée d'environ dix à douze minutes; mais, après avoir frappé à la dernière porte dopt il vient d'être mention, elle nous a été ouverte presque immédiatement. Après avoir pénétré

dans une chambre, nous faisant éclairer par une lumicher prise chez le concierge de la maison, et après avoir de constant de la maison, et après avoir de constant de la maison de la maiso prise chez le concierge de la maison, et apres avoir tet dan naître notre qualité et la mission dont nous étions chargé, nous avons constaté qu'il n'existait dans cette qu'un seul lit, dont la couverture avait été relevée en grande partie. Aux pieds du lit éta t revenue à demi vêtue la personne qui nous avait ouvert la porte, et que le sieur X.. nous a déclaré être le steur Charles Z.... Aux pieds du lit et sur le parquet était un oreiller, et à un mètre de cet oreiller se trouvait égale-ment, « toujours sur le parquet, un jupon de femme. » Le lit était vide, mais nous avons constaté que la couche

gonflée vers le milieu du lit, était sensiblement affaisée de chaque côté. La partie découverte était déjà refroidie, mais en portant la main vers le bas du lit sur la partie non dé-couverte, nous avons constaté qu'une chaleur assez pronon-cée existait encore sur les deux côtés du lit. Nous avons constaté aussi que le lit était de la largeur ordinaire d'un lit pouvant servir à deux personnes. N'ayant d'écouvert dans cette chambre aucun autre objet à l'usage de femme que le jupon dont nous avons parlé, nous avons pénétré dans une dernière chambre dont la porte était entrouverte, faisant suite également aux pièces déjà désignées. Sur le lit qui s'y trouvait, nous avons constaté que deux femmes étaient couchées, mais éveillées. Celle qui se trouvait au bord du lit nous a déclaré être l'épouse X.., ainsi que ce dernier (le mari) nous l'a aftirmé également, ajoutant que l'autre dame placée à côté du mur était la dame veuve B..., sa belle-mère. L'une et l'autre avaient la tête appuyée chacune sur un oreiller, et les deux oreillers étaient imprégnés d'une certaiinsuffisante si la chaleur du lit était égale sur toutes ses

La dame X... nous a déclaré qu'elle avait passé la nuit avec sa mère sur le lit où elle était, et que c'était par mégar-de, qu'avant de se coucher, elle avait laissé son jupon dans la pièce, où était couché, de son côté, le sieur Z... Ayant fait remarquer à ce dernier les deux versants prononcés du mate as de sa couche recouverts du drap, il a prétendu ex-pliquer cet aspect en nous disant, qu'avant de s'endormir il avait lu, et s'était placé en premier lieu sur le bord du côté avait lu, et s'était place en premier lieu sur le bord du côté de la chambre, et qu'en dormant il s'était peut-être déplacé vers le côté opposé. Nous avons dû prendre note de cette déclaration, sans toutefois pouvoir y ajouter une grande créance, en raison même de la position du lit qui, n'ayant eu qu'un corps à soutenir, suivant le dire de Z..., aurait du présenter une dépression dans le milieu, ou tout au moins foi le pression dans le milieu, ou tout au moins foi le pression dans le milieu, ou tout au moins foi le pression dans le milieu, ou tout au moins foi le pression dans le milieu, ou tout au moins foi le pression dans le milieu, ou tout au moins foi le pression dans le milieu, ou tout au moins foi le pression dans le milieu, ou tout au moins foi le pression dans le milieu, ou tout au moins foi le pression dans le milieu, ou tout au moins de le pression dans le milieu, ou tout au moins de la position du le pression dans le milieu, ou tout au moins de la position du le pression dans le milieu, ou tout au moins de la position du le pression dans le milieu, ou tout au moins de la position du le pression dans le milieu, ou tout au moins de la position du le préssion dans le milieu, ou tout au moins de la position du le préssion de la position du la préssion de la position offrir une pente marquée d'un bord à l'autre, tandis qu'ainsi que nous l'avons déjà fait connaître, un gonflement existait sur le milieu et une dépression sur les deux côtes, as-pect que nous ne pouvons mieux définir qu'en le comparant an hombement d'une route macadamisée.

Malgré les présomptions graves résultant de nos constata-tions la circonstance de deux femmes couchées dans une chambre voisine étdont l'une avait, sans nul doute, quitté le lit de la première pièce quelques minutes auparavant, nous n'avons pas cru pouvoir mettre à exécution les deux mandats d'amener, en présence de la déclaration de ces deux femmes, affirmant l'une et l'autre que, depuis le moment où elles s'é-taient couchées, elle n'avaient occupé d'autre lit que celui où elles étaient.

Nous avons ensuite fait fermer la porte des diverses pièces et invité un sergent de ville à agiter la sonnette, et nous avons constate que des deux pièces ayant un lit chacune, avons constate que des deux pieces ayant du lit chacune, on entendait parfaitement le bruit de cette sonnette. Il nous paraît bien avéré qu'en agitant nous-même la sonnette, lorsque nous nous étions présenté à la porte extérieure, et cela à diverses fois, la personne qui jouvait se trouver couchée sur le lit occupé par Z.... avait pu avoir tout le temps, dans une période de sept à huit minutes, de changer de lit et de foi discontinue qu'en pouvait accuser sa présence dans faire disparaître ce qui pouvait accuser sa présence dans cette chambre et sur ce lit.

En conséquence, nous avons dressé le présent procès-verbal qui sera transmis à M. le procureur impérial.

C'est au cours d'une instance en séparation de corps, formée par Mme X. comreson mari que celui-ci a porté contre sa femme et contre Z. sa plainte en adultère.

La sixième chambre du Tribunal a rendu le 2 août de

nier le jugement suivant: « Attendu que X. a dénoncé l'adultère de sa femme, que de l'instruction et des débats il résulte que la femme X. convaincue d'avoir, en 1865, à Paris, commis le délit d'adul-

« Attendu qu'il résulte aussi contre Z la preuve que le 30 avril 1865, à Paris, ainsi qu'il est constate par un procès-verbal de l'un des commissaires de police, dressé par suite du flagrant délit, tel qu'il est défini par l'art. 41 du Code d'instruction criminelle, ledit Z ... s'est sciemment rendu complice de la femme adultère;

« Délits punis et prévus par les art. 337, 338, 59 et 60 du

Code pénal;

« Attendu que Z. a déjà été condamné correctionnellement à un emprisonnement de plus d'une année; qu'il se trouve dès lors en état de récidive légale, prévue par l'art. 58 du

« Faisant application des art. 337, 338, et 58 du Code pé-

« Ayant égard aux circonstances atténuantes et usant de la faculté accordée par l'art. 463 du Code pénal en faveur de

Condamne la femme X. à trois mois d'emprisonnement,

et Z. à six mois d'emprisonnement. »

M<sup>me</sup> X. et M. Z. ont relevé appel de cette décision. M. le président interroge la prévenue.

D. Vous savez ce qu'on vous reproche? - R. Oui. D. La preuve principale contre vous, c'est le procèsverbal dressé par le commissaire de police, qui s'est transporté dans la nuit du 30 avril dernier, rue Bertholet, nº 4. Le commissaire de police, parvenu à la porte de l'appartement, a sonné très-lort, et à diverses reprises; il est impossible, suivant lui, que toutes les personnes qui étaient dans l'appartement n'aient pas ent ndu le bruit de la sonnette. Sept à huit minutes se sont écoulées dans l'attente. C'est après avoir attendu tout ce temps que le commissaire de police, ayant appris que la bonne de la dame X. occupait une chambre au sixième étage, a pu, à l'aide de la clef qu'avait cette fille, pénétrer dans l'appartement. On a trouvé dans la chambre celui que la prévention dit êire votre complice, une robe qui vous appartient. Comment expliquez-vous la présence de ce vêtement dans la chambre de cet homme? - C'est la bonne qui après l'a-

voir nettoyé cette robe l'avait déposée là par mégarde. D. Le procès-verbal du commissaire de police constate que deux personues ont dû se trouver dans le même lit.

R. Cela n'est pas. D. Vous paidez en séparation de corps contre votre mari, et vous avez été autorisée, par ordonnance de M. le président du Tribunal, à vous retirer chez votre mère. Vous avez, vous et votre mère, donné l'hospitalité à un homme qui se dit l'ami de votre frère. A supposer qu'il | n'y ait eu aucune relation coupable entre vous, n'avezvous pas compris que c'était donner prise contre vous la critique, et commettre une grande imprudence, alors surtout que vous plaidiez en séparation de corps contre votre mari? Vous sertiez fréquemment avec Z..., vous sortiez en voiture et les cochers ont déclaré qu'à vous voir ils vous avaient pris pour mari et semme. - R. Cela n'est

M. le président, s'adressant au prévenu de complicité : Vous connaissez le procès-verbal du commissaire de police qui a relevé contre vous des faits desquels résulterait le flagrant délit de complicité d'adultère. A quel titre demeuriez-vous rue Bertholet, nº 4? — R. Comme ami.

D. Payiez-vous le prix du logement? - R. Non. D. Le procès-verbal constate que vous n'avez pas ou-vert au bruit de la sonnette, agitée fortement, et nombre de fois, pendant sept à huit minutes. - R. Je n'ai pas entendu le bruit de la sonnette. L'appartement est composé de cinq pièces, les unes à la suite des autres, et la chambre à coucher que j'occupais est l'avant-dernière pièce de l'appartement. Le bruit de la sonnette devait percer trois portes avant d'arriver à moi.

D. Est-ce que vous ne saviez pas que vous compromettiez cette jeune semme en habitant le même appartement qu'elle?—R. Non, je ne le croyais pas. Si j'ai sait quel jue chose de repréhensible, c'est que j'ai été dupe de mon

cœur et de mon dévouement.

D. Vous avez fait en voiture des courses très longues avec cette jeune femme. On a surpris vos familiaritéétranges avec elle, et les cochers ont déclaré qu'ils vous avaient toujours pris pour mari et femme. - R. Oui, M. le président, mais les ecchers ont dit que s'ils nous avaient pris pour mari et semme, c'est à cause de la roideur et du respect que nous avions l'un pour l'autre. (Bruyante hilarité dans l'auditoire.)

Me Delsol, avocat de la prévenue, et Me Marie, avocat de M. Z.., prennent la parole et repoussent la prévention

en fait et en droit.

Me Tanc soutient la plainte du mari. M. l'avocat général Merveilleux-Duvignaux se refuse à trouver dans le procès-verbal du commissaire de police les preuves du flagrant délit qui aurait été commis sous les yeux et avec l'aide de la mère de la jeune femme; cette immoralité odieuse ne se renconti e pas dans la cause.

« Considérant que les constatations du procès-verbal du commissaire de police ne sont pas suffisantes pour établir que la femme X... et le sieur Z... ont été surpris en flagrant délit d'adultère,

« Infirme, et renvoie les prévenus des fins de la plainte. »

## COUR IMPÉRIALE DE LYON (ch. correct.).

Présidence de M. Loyson. Audience du 8 novembre.

ABULTERE. - FIN DE NON-RECEVOIR. - ENTRETIEN D'UNE

CONCUBINE AU DOMICILE CONJUGAL. - SURSIS. L'exception tirée de l'article 336 du Code pénal, n'est proposab'e que si le mari a eté condamné sur la pluinte recon-

ventionnelle de la femme. La dénonciation faite par la femme dans le cours de l'instruction constitue une question préjudicielle donnant lieu à une poursuite distincte contre le mari, et jusqu'au fugement de cette question, il doit être sursis à l'action en adultère formée par le mari.

Le Tribunal correctionnel de Lyon ayant condamné, le 22 août dernier. pour délit d'adultère, la femme X... à deux mois de prison, son complice à quinze jours de la même peine, it tous deux à 100 fr. d'amende, sans s'arrêter à l'exception proposée par la prévenue, appel a été interjeté, et la Cour, après avoir entendu M. de Perandière, avocat général, et Mº Minard, avocat, a infirmé la sentence des premiers juges par l'arrêt suivant :

« Attendu que la femme X..., condamnée pour délit d'a-dultère à deux mois d'emprisonnement par le jugement dont est appel, allègue comme exception que son mari a entre-zenu une concubine dans le domicile conjugal, et que, par conclusions prises à l'audience, elle demande à faire preuve par témoins, devant la Cour, des faits par elle imputés au

sieur Y...;

« Attendu qu'il est de principe que pour que l'exception tirée de l'article 336 du Code pénal soit proposable, il faut que le mari ait été condamné sur la plainte reconventionnelle de la femme; qu'il p'est pas pécassaire toutofois que mme; qu'il n'est pas nécessaire toutefois que là condamnation prononcée contre le mari soit antérieure à sa plainte en adultère; qu'il suffit que la plainte reconventionnelle ait été déposée dans le cours de l'instruction suivie pour adultère; que la dénonciation faite alors par la femme constitue une exception préjudicielle donnant lieu à source la marie et guille de parie et guille de parie et guille de parie et guille de la constitue et source la marie et guille de parie et guille de la constitue et source la marie et guille de la constitue et source la marie et guille de la constitue et source la marie et guille de la constitue et source la marie et guille de la constitue et source la marie et guille de la constitue et source de la constitue et source la marie et guille de la constitue et source et de la constitue et source et de la constitue et de la constitu une poursuite distincte et séparée contre le mari, et qu'il doit être des lors sursis aux poursuites en adultère jusqu'au

jugement de la question préjudicielle;

« Attendu qu'à la date du 6 juillet dernier, la femme X...

a déposé, entre les mains de M. le procureur impérial une
plainte contre son mari en entretien d'une concubine dans le domicile conjugal; que cette dénonciation constituant une exception préjudicielle, il ne pouvait être donné suite à la poursnite en adultère, tant qu'il n'était pas intervenu une décision judiciaire sur les faits dénonces; que néanmoins aucune instruction n'a été suivie contre le sieur Y...; que devant le Tribunal correctionnel, saisi de la plainte en adul-tère, la femme X... a élevé une exception fondée sur les faits contenus dans sa plainte; que cette exception a été rejetée par le jugement dont est appel ; qu'elle reproduit aujourd'hui devant la Cour la même exception, et que, son appel faisant revivre tous les moyens du fond, elle peut être admise à repousser par cette fin de non recevoir les poursuites provo-

quées contre elle par son mari; « Attendu qu'il ne peut appartenir à la Cour d'apprécier en l'état la question d'indignité du mari opposée reconven-tionnellement par la femme dans sa plainte du 6 juillet dernier; que la fin de non-recevoir ne peut résulter que d'un jugement qui déclarerait le sieur Y... coupable d'avoir en tretenu une concubine dans le domicile conjugal à la suite d'une instance dirigée contre le s.eur Y.. et contradictoiremeut avec lui; que c'est donc le cas d'accorder un sursis pour fa re vider la question préjudicielle;

pour la re vider la question prejudiciene;
« Par ces motifs,
« La Cour, oui M. l'avocat général dans ses réquisitions et
les défenseurs des prévenus dans leurs observations, avant faire droit, ordonne qu'il sera sursis pendant un mois à toute décision sur le fond, à l'expiration duquel délai la femme X... sera tenue de justifier des diligences par elle taites à l'effet de provoquer ene décision sur les faits par elle dénoncés dans sa plainte du 6 juillet dernier, pour être ensuite statué ce qu'il appartiendra, toutes choses demeu-rant en état. »

# COUR D'ASSISES DU GARD.

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.) Présidence de M. Tailhaud, conseiller à la Courimpériale de Nîmes.

Audience du 15 novembre.

Les faits reprochés à l'accusé peuvent se résumer de la manière suivante, d'après l'acte d'accusation :

a Originaire du département de l'Ariége, l'accusé Jean-Baptiste Sans, habite avec sa femme et ses enlants une berté immédiate de l'accusé.

maison sise dans le hameau de Saint-Georges, commune de Vénézan, et qui est la propriété d'une fille mineure âgée de huit ans seulement, qu'il a eue d'un premier ma-riage. Cet immeuble dont l'accusé a l'usufruit légal, est garni d'objets mobiliers de diverse nature qui sont sa propriété personnelle. L'accusé, dont la mauvaise répu-tation paraît établie, avait en la précaution d'assurer cette maison, le 12 mai 1865, seulement à la Caisse générale des assurances agricoles. Cette assurance, faite pour une somme totale de 2,900 fr., se décomposait ainsi : 1,200 fr. étaient applicables à l'immeuble, le surplus aux objets mo biliers ou aux récoltes qui y étaient renfermées. Dans la nuit du 17 au 18 juillet dernier, entre onze heures et demie et minuit, un violent incendie éclata dans cette maison.

« Grâce aux prompts secours apportés par les voisins, qui ne trouvèrent sur les lieux que la femme Sans et ses enfants (car à ce moment l'accusé était absent de son do micile), une partie de la maison fut préservée. La perte occasionnée par l'incendie s'élevait à 1,000 fr. environ. Dès les premiers moments, bien que les causes de cet incendie furent restées inconnues, certaines circonstances s'étaient produites qui étaient de natures à faire peser sur l'accusé et sur sa femme les plus graves soupçons. Les voisins, qui étaient accourus pour éteindre le feu, avaient remarqué avec surprise la conduite et les propos de la

« Cette femme, en effet, avait montré une répugance visible à ce que t'on sanvât des flammes certains des menbles renfermés dans sa chambre. En outre elle avait prétendu qu'elle s'était mise au lit le soir, vers neuf heures, en compagnie de deux de ses enfants. Et cependant les assistants avaient remarqué que le lu n'était même pas détait. Les circonstances qui se produisirent plus tard devaient

jeter un jour complet sur cette affaire.

« L'accusé, après avoir été enteudu le 16 août en qualité de témoin, s'empressa de prendre la fuite, dès qu'il vit que sa conduite était l'objet de sérieuses investigations. Sa lemme, après avoir prétendu à deux reprises différentes qu'elle ignorait les causes auxquelles il fallait attribuer l'incendie, comprit qu'il lui était impossible de dissimuler plus longtemps la vérité et révéla les faits suivatts : Depuis un certain temps, l'accusé avait formé le coupable desse n de mettre le seu à sa maison. Il disait souvent que cette maison était vieille et que le plus court était de la brûier. La veille du crime, au moment où il se rendait à Bagnols pour aller à son travail, il annonça à sa femme qu'il reviendrait dans la soirée du lendemain pour meura à exécution le plan crimmet qu'il avant conçu.

« Il arriva, en effet, à Saint Georges le lendemain, vers

onze heures du soir. Il dit alors sa femme qu'ayant couché en plein air, sous un arbre du jardin dans lequel il travaillait, il avait pu quitter Bagnols sans que personne eut remarqué son départ. Il passa alors dans une pièce contigue à celle où se tenaient sa femme et ses enfants et quelques instants après le seu éclatait en cet endroit. Il revint alors en courant auprès de sa femme, l'engagea à se mettre à l'abri du feu, lui recommanda de garder un silence absolu sur ce qui venait de se passer et partit immédiatement à pas précipités se dirigeant vers Bagnols. Il avait chargé sa femme de lui envoyer dès le lendemain matin son fils à Bagnols pour l'aviser de l'incendie qui devait dévorer la maison. Telle est, en résumé, la déclaration que la femme Sans a fournie à la justice; vainement son mari déclare que les allégations de sa femme sont mensongères et qu'il est innocent. Les résultats obtenus par l'information démontrent que cette déclaration est l'expression de la vérité.

"Dès le mois de mai dernier, on voit en effet l'accusé montrer l'empressement le plus suspectà se faire assurer; et, après la demande d'assurance la te par lui, manifester la vive contrariété que lui faisait éprouver le retard mis par la compagnie à accepter sa demande. Son projet avait done été mûrement réfléchi. Il avait plus tard apporté un soin extrême à la préparation des moyens de défense qui pouvaient lui devenir nécessaires, dans le cas où sa fraude aurait été découverte. Aussi, dès qu'il a fixé le moment de l'exécution du crime, cherche-t-il avec soin à se créer un alibi. Le 16 juillet, il se rend à Bagnols, chez le sieur Brun, pour travailler dans un jardin éloigné de la ville et situé dans un quartier isolé, d'où il lui était facile de s'éloigner pendant la nuit sans que son absence fût remarquée. Il lui était d'autant plus aisé de se rendre à son domicile sans être vu, qu'il passait la nuit couché dans le jardin au pied d'un noyer. Ces précautions n'avaient pas encore paru suffisantes à l'accusé, et il avait songé au moyen de faire constater par un témoin sa présence à ant la nuit du 17 au 18 juillet, à un moment voisin de celui de l'incendie.

« En effet, pendant la même nuit, vers une heure du matin, l'accusé, qui à ce moment revenait en toute hâte de Saint-Georges, se rendit auprès de Brun, qui dormait dans l'intérieur de sa maison, et il le réveilla en lui an-nonçant que le temps se mettait à l'orage et qu'il était nécessaire d'enfermer le blé déposé sur l'aire, et qui, en cas de pluie, était exposé à la mouillure. Brun se leva, constata que le ciel n'avait pas cessé d'être parfaitement pur, que son blé ne courait aucun risque, et l'accusé suivit alors le témoin et alla se coucher dans une salle basse de la maison. Entin, le lendemain matin, suivant les instructions par lui données à sa femme, on voit son fils se rendre auprès Je lui pour l'avertir de l'incendie qui, pen-

dant la nuit, avait dévoré la maison..

α Tout, dans la conduite de Sans, tend donc à établir sa culpabilité. En outre, il a été constaté que la distance qui sépare le jardin de Brun du hameau de Saint-Georges peut être franchie, par un home marchant à une allure ordinaire dues une home condinaire. ordinaire, dans une heure et un quart environ. Il de-meure par suite évident que de dix heures et demie du soir, heure à laquelle Brun l'a laissé allant se coucher dans le jardin, jusqu'à une heure du matin, heure vers laquelle il est venu réveiller Brun, il a eu tout le temps nécessaire pour commettre le crime qu'il avait prémédité en parcourant, à l'aller et au retour, la distance qui sépare Saint-Georges de Bagnols En de hors de ces preuves, dont le caractère de certitude ne peut être sérieusement contes é, les révélations faites par la femme Sans à la justice viennent ajouter une nouvelle force à l'accusation. La sincérité de ces révélations, qui, à un certain moment, avaient gravement compromis la femme Sans, qui, après avoir été, ell: aussi, poursuivie et arrêtée, a été l'objet d'une ordonnance de non-lieu, ne peut être un seul instant suspectée. Vainement l'accusé essaye-t-il de

cule contre elle aucun grief, rien n'indique qu'elle lui ait jamais donné le moindre sujet de plainte. « En conséquence, Sans est accusé d'avoir, dans la nuit du 17 au 18 juillet 1865, au hameau de Saint-Georges, commune de Vénéjan (Gard), volontairement mis le feu à une maison habitée. »

protester contre les déclarations de sa femme; il n'arti-

Après la lecture de l'acte d'accusation, on procède à l'interrogatoire des témoins, dont les dépositions ont confirmé les faits que nous venons d'exposer.

M. de Vaulx avocat général, a soutenu l'accusation. Mº Manse, avocat, a présenté la défense do l'accusé. Après le résumé de M. le président, le jury entre dans le lieu de ses délibérations, et en ressort avec un verdict négatif.

COUR D'ASSISES DE LA DORDOGNE. (Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.) Présidence de M. Sarlat, conseiller à la Cour impériale de Bordeaux.

Audience du 30 octobre. TENTATIVE DE MEURTRE.

Le nommé Jean Ruchaud, âgé de vingt-six ans, do-mestique à Thenon, devait évouser la fille Marie Redon; mais il était dénué de toute espèce de ressources, et pour se procurer l'argent nécessaire aux frais de son mariage, il résolut d'avoir recours au vol.

Le 4 juillet dernier, au soir, Ruchaud se trouvait chez le sieur Chassagnou, son ancien maître, au village de la Fouille, commune de Thenon, lorsque ce dernier revint de la soire et remit à sa fille le prix d'une paire de bœuss qu'il avait vendue. Chassagnou se mit ensuite au lit, en présence de l'accusé, et fit placer sous son traversin son pantalon, dans la poche duquel il avait laissé, disait il, une somme de 30 francs. Ruchaud, d'après son propre aveu, eut immédiatement la pensée de s'emparer de cet argent. Il sortit pour rentrer chez sa mère, qui demeure dans le voisinage; mais, pendant la nuit, il se leva nupieds, d'après ce qu'il raconte lui-même, et vint essayer d'ouvrir la porte de Chassagnou, en soulevant le loquet. N'ayant pu y parvenir, il entra dans une grange située en face de la maison, afin de chercher une tarière ou tout autre instrument qui lui permît de pratiquer un trou à la porte, afin de pouvoir faire glisser le verrou qui la retenait intérieurement fermée.

Le nommé Pauty, mendiant, qui, ce soir-là, était cou-ehé dans cette grange reconnut immédiatement Ruchand ét l'interpella par son nom. Effrayé de la pensée qu'il pourrait être dénoncé par ce témoin mattendu, Ru haud résolut aussitôt, selon sa propre expression, « de se débarrasser de lui. » Il s'empara d'une pioche et frappa à coups redoublés, avec l'intention de le tuer, ce malheureux vieillard, infirme et paralysé de la moitié du corps. Heureusement, aux cris pousses par Pauty, la famille Chassagnou s'empressa d'accourir, et l'accusé prit la fuite en toute hâte, laissant sa victime dans un état deplorable.

L'hommode l'art churgé de visiter Pauty a constaté que la lèvre supérieure avait été entièrement déchirée par un instrument tranchant; que l'os maxillaire avait été brisé et plécement fracturée, et, depuis cette époque, Pauty, qui n'a pas quitté son lit, se trouve dans une situation telle qu'il parait impossible qu'il puisse survivre longtemps a ses blessures.

Déclaré coupable, avec circonstances atténuantes, Ruchaud a été condamné à cinq ans de reclusion.

(Ministère public, M. de Tholouze, procureur impérial. - Défenseur, Me Lagrange.)

Audience du 31 octobre.

TENTATIVE DE VOL AVEC VIOLENCE SUR UN CHEMIN PUBLIC.

Le 15 août dernier, à neuf heures du soir, par une nuit sombre et pluvieuse, le sieur Jean Carry, propriétaire à Echourgnac, revenait seul du bourg de Saint-Michel-de-Double, où l'avait appelé le règlement d'affaires de famille. Deux cents mètres à peine le séparaient de son do-mielle, lorsque arrivé au bord de l'étang du Mizou, deux individus cachés derrière les gros arbres situés sur le bord du chemin public qui de Saint Michel conduit au Chatelier, se précipitèrent sur lui en lui disant : « La bourse ou la vie! . Ils le terrassèrent facilement, passèrent un mouchoir autour de son cou et le frappèrent à coups redoublés. Il ne tarda pas à reconnaître les agresseurs : c'étaient Rambaud Euloge, dit Jean, âgé de trente et un ans, cultivateur, de la commune d'Echourgnac, et Guillaume Laville, dit Justin, âgé de quarante ans, cultivrieur, demeurant aussi à Echourgnac. Ils fou llèrent Carry, mais ne trouvèrent sur lui que quelques pièces de monnaie. Rambaud lui porta plusieurs coups de pied dans le flanc, pendant que Laville, le tenant terrassé, serrait en tordant le mouchoir qu'ils lui avaient passé autour du cou.

Déjà ce dernier parlait de prendre son couteau pour le fendre et le laisser mort, lorsque Carry, réunissant toutes ses forces, put crier : A l'assassin! Laville essaya en vain de couvrir sa voix en criant lui-même. Ces clameurs furent entendues par les habitants du village du Chatelier. Le fils de Carry s'empressa d'accourir; sa feinme arriva bientôt elle-même, portant une lanterne. Ils furent témoins: Laville frappait Carry avec son baton; Rambaud lui serrait violemment le cou. « Ne le tuez pas, disait l'é-pouse Carry, vous lui avez déjà fait assez de mal. — Il faut le tuer! » disait Laville. Mais déjà tout le village était en éveil. On accourait de toutes parts. Laville et Rambaud durent mettre un terme à leur violence et continuèrent leurs menaces.

Soutenu pas sa femme et par son fils, Carry put regagner son domic le. Il montra, à ses voisins accourus, les blessures qu'il avait reçues; ses vêtements étaient déchi-

rés et souillés de boue.

Cette rencontre, qui faillit être si funeste à Carry, n'était point le résultat du hasard. Il a été établi, dans l'instruction, que Laville et Rambaud n'ignoraient pas que ce jour-là Carry était allé à Saint-Michel-de-Double pour régler des affaires de famille. Le beau-père d'un frère de Carry le leur avait dit dans le courant de la journée. Aussi dès huit houres du soir, il se rendaient à l'étang de Mizou. Quelques centaines de mètres les séparent du bois où Carry devait inévitablement passer; à neuf heures, ils y sont encore; il est évident qu'ils attendaient leur victi-me. Ce double point est établi d'une manière certaine par des témoignages nombreux et précis.

Laville et Rambaud ont chacun raconté les fais d'une manière différente. Ces contradictions suffiraient, à elles seoles, pour enlever tout crédit aux allégations des accusés; mais les déclarations précises de Carry, de son fils, de sa femme et de nombreux témoins ne laissent aucun doute sur le caractère de la scène de violence qui a si péniblement impressionné les paisibles habitants du village du Chatelier, dans cette soirée du 15 août dernier.

Laville et Rambaud sont des hommes dangereux. Leur caractère violent en fait la terreur de la contrée qu'ils habitent, et ils ont l'un et l'autre subi deux condamnations Déclarés coupables, les deux accusés ont été condamnés

aux travaux forcés à perpétuité.
(Ministère public, M. Baylet, substitut de M. le procureur impérial. Défenseur de Rambaud, M° Villotte; défenseur de Laville, Me Lacrousille.)

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS (7º ch.). Présidence de M. Dupaty. Audience du 30 novembre.

LA CAISSE D'ARBITRAGES, LA CAISSE DES DÉPOTS, LA CAISSE DES COUPTES COURANTS ET la grosse caisse. - ESCRO-QUERIES S'ÉLEVANT A PLUS DE 300,000 FRANCS.

Cette affaire a quelque analogie avec celle que la sixième chambre était, il y a quelques jours, appelée à ju-

Le prévenu est le sieur Montier, et était banquier rue

Richer, 47, à Paris. Il est en suite, et désaut est donné

VENDREDI I" DECEMBRE

La prévention le présente comme ayant passé sa vie en spéculations. Après avoir dissous, en avril 1863, une sospeculations. Après aven alle son il fond it le mois suivant les entreprises à raison desquelles il est renvoyé devant la justice.

Voici les faits relevés par la procédure et confirmés à l'audience par les témoins:

Montier se livrait depuis longtemps à des spéculations de Bourse qui n'étaient pas heureuses, et il avait épuisé ses ressources personnelles et celles que plusieurs capitalistes

avaient mises à sa disposition.

En 1863, pour se procurer des fonds avec lesquels il voulait encore jouer à la Bourse, il fit publier dans les journaux
que — pour répondre aux nombreuses demandes de ses
clients, — (or, il n'avait pas un seul client), il avait consent
à les intéresser dans des opérations d'arbitrage pour obtenir, comme bénéfices, les écarts existant sur les cours d'une mê. me valeur dans les diverses places de l'Europe; que ces difme valeur uans les diverses places de l'adrope, que ces dif-férences étaient souvent importantes, notamment sur les férences étaient souvent importance, notainment sur les rentes et valeurs italiennes; que ces sortes d'opérations, qui offraient toute sécurité, produisaient des bénéfices exception. nels; que le capital servant à lever les utres sur une place nels; que le capital servant à lever les utres sur une place pour les livrer dans une autre, se trouvait toujours repré-senté par des titres de premier ordre; que ce capital ne pou-vait être supérieur à un million et que chaque souscripteur pouvait le retirer au bout de s x mois, avec le bénéfice ac-

Montier appelait cette entreprise : « la Caisse d'arbitrages, » Elle fonctionna pendant quelques mois avec une apparence de régularité, et fit un très petit nombre d'opérations sérieude régularite, et lit un tres petit nombre à operations sérieuses, qui n'étaient qu'une manœuvre frauduleuse de plus, destinée à tromper le public et à attirer des souscripteurs. Il annonça ensuite qu'il avait fait un grand nombre d'arbitrages, publia des comptes fictifs de prétendus bénéfices, et persuada ainsi à ses souscripteurs de ne pas retirer leur argent et da lui faire de neuveaux versements. gent et de lui faire de nouveaux versements.

La vérité est, qu'à partir du mois de décembre 1863, il ne Et pas une seule opération sérieuse d'arbitrage, et qu'il employait les fonds des souscripteurs à payer ses dépenses personnelles, des frais considérables de publicité et à jouer à

la Bourse.

Le 15 septembre 1863, il annonçait par une circulaire, qui reçut la plus grande publicité, que, par suite du développement et de l'importance des affa rès de sa maison, il joignait à ses opérations de banque un service spécial de « compte courant » avec chèques, à l'iustar du Crédit foncier, du Comptoir d'escompte et du Crédit industriel et commercial. Toute personne, quel que fut son état, pouvait obtenir un compte-courant à la seule condition d'effectuer un premier comptes courants à la seule condition d'enectuer du premier versement de 100 francs au moins. Les fonds déposés en comptes courants, et pouvant être retirés à volonté, étaient productifs d'intérêts à 4 pour 100. Puis il annonçait successivement, dans les journaux de Paris et de la province, qu'il domait un nouvel avantage aux comptes-courants avec chèques, en portant à 5 pour 100 l'intérêt des sommes dépensées pouvant être retirées à volonté; à 5 1/2 pour 100 celui des sommes déposées pour trois mois; à 6 pour 100 celui des sommes déposées pour six mois, et qu'il faisait des avances sur titres, à cinq un quart de commis-

Or, l'entreprise qu'il annonçait était purement imaginaire; il n'avait pas de crédit, sa maison de banque n'avait de capitaux et de clients que ceux que lui procuraient ses manœuvres coupables. Il ne faisait aucune opération sérieuse et il lui était absolument impossible de réaliser des bénéfices et de payer aux déposants les intérêts promis. Il était, d'ailleurs, bien décidé à n'employer l'argent qu'il obtenait qu'à alimenter ses jeux de Bourse.

Ges fonds furent complétement dissipés, comme ceux qui avaient été versés par les souscripteurs de la prétendue Cais-se d'arbitrage. Si l'on ne considérait que l'emploi donné à cet argent par l'inculpé, on ne lui reprocherait qu'un abus de consiance; mais la manière dont il a obtenu ces fonds constitue un délit plus grave, le délit d'escroquerie.

Les sommes escroquées par ces divers moyens, de 1863 à 1865, s'élèvent à 339,291 fr. 90 c.

Au mois de mai 1865, Moutier a pris la fuite, et il a été déclaré en faillite par jugement du 30 juin suivant.

Un grand nombre de témoins ont été entendus à l'audience; puis la parole a été donnée au ministère public.

Voici, messieurs, dit M. l'avocat impérial Manuel, un nouvel et frappant exemple de ce que peuvent l'audace et l'improbité, et de la facilité avec laquelle les personnes crédules livrent leurs économies et leur fortune et placent une con-fiance absolue dans des gens qu'elles ne connaissent même

M. le substitut relève et apprécie les faits rapportés cidessus.

Qu'il me soit permis, a dit l'organe du ministère public, de former un vœu en finissant, c'est qu'enfin chacun, éclaire par des exemples de cette nature, prenne le soin, avant d'acvanter leurs industries dans les journaux même les plus sés venus qui font annoncer et rieux, avant de porter son argent dans ces industries, prenne le soin, dis je, de se renseigner, de s'éclairer sur l'honora-bilité, sur la solvabilité et sur la nature des affaires des gens auxquels il va consier souvent toute sa fortune.

Negliger de prendre ces précautions, c'est s'exposer à per-dre le fruit du labeur de toute une vie; mieux vaut résister à l'appât de gros intérêts promis et placer sagement ce qu'on possède, dût on n'en retirer qu'un revenu modeste.

Je n'ose espérer d'être entendu et compris du public; qu'il sache cependant que s'il était moins crédule, on verrait moins de douloureuses catastrophes, et la police correctionnell- aurait moins d'escrocs à punir; ce sera la moralité de

Le Tribunal a condamné le prévenu à cinq ans de prison.

# JURY D'EXPROPRIATION.

Présidence de M. Gilbert Boucher, magistrat directeur du jury. Deuxième session de novembre.

OUVERTURE DES RUES TURBIGO ET RÉAUMUR.

Cette session, comme la précédente, avait pour objet la fixation des indemnités à payer aux propriétaires et lo-cataires des maisons qui doivent être démolies pour l'ouverture des rues Turbigo et Réaumur et pour la formation de leurs abords.

Les affaires, à raison de leur nombre, avaient été divi-sées en trois catégories. Voici quels ont été, pour les immeubles compris dans chacune de ces catégories, les offres, les demandes et les allocations du jury :

PREMIERE CA	TEGORIE.	CASSAGE STATE	- / - 30
Rue du Temple, 163, et rue	Offres.	Demandes.	Allocate
rnenppeaux, 1	100,000	200,000	175,000
Rue Phélippeaux, 3	83,000	148,000	115,000
	47,500	99,000	66,000
_ 0	90,000	159,000	120,000
<u> </u>	35,000	77,000	65 000
	58,000	114,400	85,000
— 13 (expropriation partielle).	20	57,000	14,000
- 15	60,000	100,000	90,000
(expropriation partielle).	20	401,945	225,000
DEUXIÈME CA	TÉGORIE.		
Ruo Dhálinnas 10			入上以 · ·

Phélippeaux, 19..... 90,000 Rue Phélippeaux, 23, et rue des Vertus, 34. Rue des Vertus, 32. Rue des Vertus, 27, et rue Phé-lippeaux, 25 (échange). Rue Phélippeaux, 27. 66,000 115,500 90,000 148 000 66,000 45,000 77,800 1110,000 (soulte). 235,000 184,000 E 31 ......

The state of the s	_	Name of Street, or other Designation of the last of th	No. Name and Address of the Owner, where the Owner, which is the Owner, which	-
- 33 - 35 - 37	Gu jeli Lenki 1863 MASO	92,000 68,000 116,000	110,000	127,009 82,500 180,000
TROISIÈ	ME CAT	ÉGORIE.	aur en si	
Rue Phélippeaux, 39, et Volta, 36	rue Au-	136,000 196,000 230,000 90,000 40,000	354,750 418,000 73,700	65,340
Les locataires, commer	mités	sont les	striels qui suivants :	ont ob-
Durée du restar à couri ans m Rue du Temple, 163, et	r. anr	iuel.		es. Alloe.
rue Phélippeaux, 1: un marchand de vin 12	6 8,2	00 20,00	0 100,000	80,000

un crémier restaur. 11 6 1,900 7,000 90,000 25.000 liquoriste..... 8 » 2,600 6,000 50,000 25,000 - 5: un entrepreneur - 11: un faïencier.... 5 » 1,400 10,00 128,850 - 15: un marchand de 60.000 - un cordier ... 9 6 1,200 13,000 275,010
- un limonadier ... 9 6 1,200 5,000 28 000
- un tailleur ... 8 6 1,200 4,500 50,700
- un fabricant de por-40,00 15,000 15,000 tonnages et d'écrans . . . 4 » 1,000 6,500 54,000 12,000 un bijoutier . . . . . 1 3 500 3,000 26,500 5,000 — un bijoutier . . . . . — un marchand de fer un ébéniste..... 21 : un marchand de un marchand de ta-bacs et liqueurs ..... 5 » 1,300 5,000 32,078 16,000 R ie des Vertus, 32 : un peaux, 25: un fabricant de chaussures... 7 9 4,000 15,000 87.700 30,000 — un épicier...... 5 » 1,650 10,000 46,000 Rue Phélippeaux, 27 : un marchand de vin.. 8 3 1,900 8,000 51,000 27,000 - un fabricant de ta-1,500 24,000 — un ferblantier..... 4 » 2,800 2,500 40,000 - un doreur sur mé-6 3 1,250 5,000 41,900 1 9 700 2,000 41,000 10,000 taux..... — un mécanicien..... 1 9 700 2,000 41,000 8,000 Rue Phélippeaux, 31: un marchand d'habits. 5 « 3,600 5,000 46,800 15,000 - 33: un marchand de confections ...... 9 6 1,200 6,000 61,500 25,000 — un marchand de pâtisserie ...... 3 » 1,200 3,000 45,400 20,600 — 35 : un chapelier, lorgur principal loca logeur, principal locataire.... 37: un marchand de 9 6 4,000 8,500 82,000 25,000 6 3 2,200 6,000 40,500 30,000 6 3 2,800 4,500 47,482 20,000 vin ..... - un limonadier..... - un fabricant de por-un marchand de vin.. 7 9 3,700 15,000 80,000 — un charcutier..... 7 9 2,320 8,000 77,500 — un tourneur en bois. 7 6 400 2,000 20,000 45,000 8,000 - un fabricant de cercles et cadres...... 7 6 800 3,000 28,000 Rue Volta, 22 et 24: un 1 6 2,200 8,000 67,500 2 6 2,200 5,000 70,000 limonadier ..... 30,000 — un traiteur......
— un marchand de fro-28,000 15,000 mages ...... 7 6 1,200 4,000 33,850 - un fabric. de tubes. 7 6 2,000 4,500 44,750 18,000 - un apprêteur de che-cessaires . . . . . . . 3 6 1,000 3,000 44,800 Rue Beaubourg , 100 : un traiteur .....
— un quincaillier.... 7 6 3 500 15,000 116,000 1 9 1,000 5,000 34,000 10,000 » 9 1,000 1,500 21,730 10,000 - un lithographe.... — un bijoutier.....
— un fabric, de tubes. 5 9 900 3,000 37,115 8,000 5 » 1,600 6,500 49,500 20,000 un bijoutier ...... Rue Beaubourg, 98, et rue Aumaire, 30: un boulanger..... un cordonnier bot-8 6-2,600 25,000 109,300 60,000 charbonnier, principal cles de pêche ...... 7 3 1,600 8,000 45,000 - 247: un épicier... 2 6 1,500 8,000 45,000 25,000 - un coiffeur .... 2 3 1,430 4,090 29,000 15,000 - un march. de tabacs 5 3 1,640 5,000 28,000 10,000 - un fabricant de bou- 4 6 1,800 10,000 80,000 28,000

Dans ces affaires, les intérêts de la ville de Paris ont été soutenus par Me Picard, avoué, et ceux des expropriés par Mes Ganneval, Desmarest, Manchon, Duverdy, Marsaux, Bertout, Denormandie, Calmels, Gatineau, Bogelot, Mondière, Forest, Duponchel, Bertrand-Taillet, Busson, de Cagny, Jules Périn, Fauvel, Lebrasseur, Dnpuich, Lachaud, Cartier Ferri, Péronne, Blot Lequesne et Léon, avocats.

tons ...... unfabricant de buscs 4 n 1,000 4,000 32,000 10,000

# CHRONIQUE

# PARIS, 30 NOVEMBRE.

La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Vaisse, a, dans son audience d'aujourd'hui, rejeté le pourvoi de Honoré Artaud, condamné à la peine de mort, par arrêt de la Cour d'assises du Var, du 4 novembre 1865, pour assassinat.

M. Nouguier, conseiller rapporteur; M. Charrins, avocat général, conclusions conformes. — Plaidants, Mes Duquenel et Magimel, avocats désignés d'office.

Au physique, rien à leur reprocher; tous deux sont, |

longs cheveux bouclés, de plus garçon restaurateur, ce qui implique de grands soins de sa personne, un cer in luxe de toilette et la parodie des usages du beau monle. Eléonore Pérot n'a que dix-neuf ans, et, déjà, elle est couturière; elle paraît avoir beaucoup de goût, à en jug-r par sa toilette, aussi simple que bien choisie; ses cheveux lui servent à la fois de coiffure et de mantille, et les plis de sa robe, gracieusement drapée, font mer-veilleusement valoir la finesse et la souplesse de sa taile. Au moral, ils se sont mariés sans témoins, chacun apportant dans la communauté son industrie, l'espérance, quelques volumes dépareillés de Paul de Kock et une petite collection de photographies choisies. Au judiciaire, il y a disparité entre eux, et en cela la couturière a la primauté sur le garçon de salle. Avant de venir à Paris, ou déjà elle a été condamnée pour vol, Eléonore avait suhi deux autres condamnations également pour vol, l'une au Havre, l'autre à Rouen.

L'un et l'autre comparaissent aujourd'hui devant le Tribunal correctionnel sous la prévention, le premier de vol, la seconde de complicité par recel de ce délit.

Un restaurateur: Fillion a été mon garçon de salle pendant trois semaines, et je ne me doutais pas qu'il com-mettait à mon égard des infidélités. Un jour qu'il était en retard pour son service, il arrive à la maison tout effaré et me dit : « Patron, je suis perda et ruiné, en vient de tout m'enlever, toute ma touette, tous mes costumes et 400 fr. d'argent que j'avais économisés. » Je lui demandai qui il soupçonnait de ce vol. Il me répondit qu'il ne pouvait accuser que sa cousine, une jeune Normande qu'il avait eu la bêtise de prendre en pension chez lui.

M. le président : Celle qu'il appelait sa cousine n'était autre, sans doute, que la prévenue Eléonore Pérot, sa

Le restaurateur : Bien entendu. Mais la soi-disant cousine, qui a bec et ongles, et qui était innocente du fait, ainsi que Fillion l'a reconnu plus tard...

Fillion: C'est vrai, je le reconnais encore; je m'étais trompé. Je croyais que M<sup>ne</sup> Eléonore m'avait fait des traits avec un jeune homme qu'elle avait conduit dans ma propre chambre, et dans le premier moment j'ai voulu me verger en l'accusant de m'avoir dévalisé. Mais ayan appris que le jeune homme en question était de son propre sang, en qualité de frère, j'ai reconnu de franc cœur que je m'étais trompé.

Le restaurateur : Et sa petite vengeance lui a coûté cher à Fillion, car la demoiselle, pour se venger à son tour, est venue me dire que, pendant les trois semaines qu'il avait passées dans ma maison, il m'avait soustrait seize servieites, deux couverts Ruolz, deux petites cuil-

lères à café, une salière et du sucre. Fillion: Le sucre, c'étaient les consommateurs qui le laissaient sur la table.

Le restaurateur : Ils y laissaient aussi les serviettes et les couverts; alors si tout ce a est le pourboire des garçons, les patrons n'ont qu'à fermer boutique.

M. le président : Vos seize serviettes n'ont-elles pas été trouvées, démarquées, entre les mains d'Eléonore Pérot? Le restaurateur: Oui, monsieur.

Eleonore: M. Fillion me les avait données avant de me dire qu'il avait eu la faiblesse de les subtiliser. Le restaurateur : Et vous avez la faiblesse de les gar-

der après cet aveu. Eleonore: Histoire de me venger, sans penser plus

Les deux prévenus, pour avoir eu la même mauvaise pensée, celle de la vengeance, ont été punis de la même peine, de chacun six mois de prison.

- Un jeune étudiant en droit pas ait un de ces derniers soirs sur le pont Royal; il y reçoit un coup de poing sur son chapeau, qui va rouler à vingt pas de lui; en même temps un coup de pied lance son parapluie dans une autre direction, et pendant qu'il cherche à se rendre compte de cette double attaque, il se sent frappé à la poitrine d'un énorme coup de poing. Quand il a un peu respiré et repris son assiette, l'étudiant se voit en face d'un grand garçon pâtissier, en costume de sa profession, tablier blanc retroussé, veste blanche et bonnet blanc, qui lui riait au nez du plus grand cœur du monde. Leste et vigoureux, l'étudiant s'élance sur le garçon pâtissier, lui applique une vigoureuse correction, après quoi il le prend par le col-let et va le remettre entre les mains des sergents de

M. le président : Le prévenu Poulain était ivre, sans doute?

L'étudiant : J'aurais pu le croire à son langage, car tout en me disant qu'il me respectait il me traitait de voleur, mais je suis certain que l'ivresse, si ivresse il y avait, n'avait rien fait perdre de leur solidité à ses poings

M. le président, au prévenu : Voilà une conduite inqualifiable; l'ivresse vous avait donc rendu fou?

Le garçon pâtissier : Je vois bien que j'ai eu tort et que

c'est bien désagréable pour ce monsieur. M. le président : Bien désagréable, dites-vous! dites donc que c'est odieux. Comment, vous vous ruez sur un passant inoffensif; vous lui donnez un premier coup de

poing sur son chapeau...

Le garçon pâtissier: Celui-là, histoire de rire, comme ça se fait entre jeunes gens.

M. le président : Et le coup de pied donné au para-

pluie? Le garçon pátissier : C'était pour lier conversation ; voyant qu'il ne me répondait pas, j'ai cru qu'il faisait mé-

M. le président : Et pour vous venger de ce mépris, vous n'avez pas hésité à lui porter un coup de poing en pleine poitrine. Je vous répète que c'est là un fait odieux, qui ne laisserait aucune sécurité aux habitants, s'il pouvait se renouveler. Dans votre folie furieuse, vous vous seriez aussi bien adressé à une femme, à un enfant.

Le garçon pâtissier: Oh! non, monsieur, pas de danger; je pensais que ce monsieur pouvait être de l'état, de ce qu'il avait une carmagnole et une calotte presque blanches, et c'était pour jouer.

Sur les conclusions sévères du ministère public, le Tribunal a condamné le terrible garçon pâtissier à trois mois

Le Tribunal correctionnel (8º chambre), présidé par M. Jules Petit, dans ses audiences des 21 et 22 novembre, a prononcé les condamnations suivantes :

# Lait falsifle.

Louise Baldé, femme Salviat, marchande laitière à Paris, rue de Sablonville, 29; addition de 21 parties d'eau; 50 fr.

Jean Berton, marchand crémier à Paris, rue Saint-Hilaire, n. 1 bis ; addition de 28 parties d'eau; 50 fr. d'amende. Joséphine Chevreuil, femme Héry, marchande de lait à Paris-Montrouge, rue de l'Odéon, 22 ; addition de 23 parties d'eau; 50 fr. d'amende.

# Denrées alimentaires corrompues.

Louis-Prudent Girod, marchand de fromages, à Paris, rue des Halles-Centrales, 1, 51 boîtes de fromages de Géromée, pesant 191 kilogrammes, avariés et corrompus, 25 fr. d'a-

Charles-Henri Noue, marchand boucher à Saint-Aubin-

ma foi, fort avenants. Charles Fillion est un joli petit des-Bois (Eure-et-Loir); vente à la halle de Paris d'un veau brun de vingt-quatre ans, à figure ronde et fraiche, sux mort de maladie; 50 fr. d'amende. Jean-Baptiste-Prosper Petit, cultivateur à Hénonville (Oise); vente à la criée des halles, à Paris, de la viande

d'un taureau mort naturellement; 50 fr. d'amende. Jean-Pierre Roisneaux, cultivateur à Boigneville (Seine et-Oise); même délit que le précédent; vente à la criée d'un veau mort naturellement; 50 fr. d'amende.

Tromperie sur la quantité.

Pauline-Thérèse-Onésime Poisson, marchande boulangère à Paris, rue des Poissonniers, 107; déficit de 30 grammes sur un pain de 2 kilogrammes; par défaut, 25 francs d'a-

Catherina Schauser, femme Olinger, marchande fruitière à Paris, rue de Romainville, 20; déficit de 6 grammes sur une pesée de café de 60 grammes; 50 fr. d'amende.

Charles-Antoine Boudinot, marchand boucher à Paris, avenue des Ternes, 20; déficit de 300 grammes sur une pesée de 2 kilogrammes de viande de veau; 50 fr. d'amende.

Jeanne Derouault, femme Legrand marchande épicière,
tenant un dépôt de pain à Paris, rue Tholozé, 16 ; déficit de 35 grammes sur un pain de 2 kilogrammes; 25 francs d'a-

mende.
Louise Adèle-Véroaique Gaurat, femme Robin, marchande de légumes au marché de la gare d'Ivry; déficit de 15 grammes sur un kilogramme de haricots verts; 25 fr. d'amende.

## Fauæ poids.

Jean-Joseph Guillon : marchand fruitier à l'aris, rue de Courcelles, 3 ; déficit de 15 grammes sur un poids d'un hec-togramme; 25 fr. d'amende.

- Un commis du sieur Grand, marchand de couleurs rue de Paris (19e arrondissement), parcourait hier soir un magasin servant de dépôt pour les marchaudises, lorsqu'en approchant la lumière qu'il tenait à la main d'un tonneau d'essence minérale dont le robinet fuyait, l'essence s'enflamma instantanément. Le feu se communiqua à un tonneau d'eau seconde et menaçait de prendre des proportions inquiétantes; mais les sapeurs-pompiers avaient été révenus, et grâce à la bonne direction donnée aux secours, tout danger eut bientôt disparu. Les dégâts n'ent pu encore être évalués. Ils ne seraient pas considérables.

- Une femme veuve P..., âgée de soixante-six ans, domiciliée rue de Picpus, 26, est morte la nuit dernière asphyxiée par le gaz qui se dégageait d'une fuite. Elle avait quitté son lit et fait des efforts pour gagner la porte, mais l'asphyxie avait paralysé ses membres et elle était tombée au milieu de la chambre.

- Hier, rue de Moscou, un nommé Dominique C..., palesrenier à la compagnie du chemin de l'Ouest, qui conduisait en main un cheval appartenant à la compagnie, maltraitait le pauvre animal d'une manière révoltante. Des témoins, indignés de ces actes de brutalité, le signalèrent à des agents, qui mirent le sieur C... en état d'arrestation en vertu de la loi Gramont,

## DÉPARTEMENTS.

Loire Inférieure — On nous écrit de Nantes :

« L'équipage du Fæderis-Arca a formé, le 28, opposition à l'ordonnance du juge d'instruction déclarant le déssaisissement. La Cour impériace de Rennes aura à statuer sur cet incident. »

- SARTHE. - On nous écrit du Mans :

« Les lecteurs de la Gazette des Tribunaux n'ont sans doute pas oublié le procès relatif à la séquestration de la jeune Larose. Dans ce procès, M. de Soland, président de la Cour d'assises de la Sarthe, et M. le procureur général Darnis adressèrent d'honorables félicitations au brigadier Marchand, commandant la gendarmerie au Grand-Lucé (Sarthe), dont l'intelligence et l'initiative avaient amené la découverte de la séquestration de cette malheureuse jeune fille. Le brigadier Marchand a été, il y a peu de temps, nommé chevalier de la Légion-d'Honneur, et la nouvelle de cette distinction accordée à ce brave militaire qui a su se concilier dans l'exercice de ses fonctions d'unanimes sympathies, a été accueillie avec la plus vive satisfaction

par toute la population du Grand-Lucé.

M. Marchand avait déjà obtenu la médaille militaire pour une blessure reçue dans l'accomplissement d'un de ces actes de courage dont la gendarm-rie donne des preuves si fréquentes. Un braconnier, nommé Rouget, était en 1856 la terreur du canton de Sablé et de Presigné. Il avait été condamné à mort par contumace. M. Marchand, alors gendarme à Presigné, parvint à découvrir les traces de ce dangereux malfatteur, et après un quart d'heure d'une poursuite acharnée, il était sur le point de l'atteindre lors-que Rouget, se retournant brusquement, lui tira un conp de fusil à bout portant. M. Marchand tomba frappé de

soixante et un grains de gros plomb.

— Saone-et-Loire. — On nous écrit de Louhans: « Le 11 du mois dernier, il y favait foire à Mervans. Les habitants des villages voisins y avaient amené un grand nombre de bestiaux, la vente avait été assez bonne, et les bourses remplies étaient allées, sur le soir, s'alléger au cabaret. Un sieur Joseph Mauchamp, vieillard de soixante-neuf ans, fermier à La Chaux, canton de Pierre, qui s'était un peu attardé dans l'auberge du sieur Gagneux, quitta vers onze heures du soir seulement cette maison, en compagnie d'un de ses voisins, le sieur Desnus, du même âge que lui. A peine arrivé sur la levée de Mervans, qui conduit à La Chaux, il aperçut dans l'ombre un homme de haute taille, d'une vigourcuse constitution, et coiffé d'un chapeau noir à forme élevée, qui suivait les deux voyageurs à quelque distance. « Cet homme a mauvais air, dit Desnus à son compagnon de route; nous devrions presser le pas. — Bah! dit l'autre, un homme en vaut un autre; d'ailleurs, si nous avons peur, il a peut-être aussi peur que nous. »

« Peu rassuré par ces paroles, Desnus s'approcha de l'inconnu, afin de mieux voir son visage, et lui fit remarqu'ils étaient les uns et les autres en retard. « Nous serons bien plus en retard, quand nous serons morts, » répliquat-il. Aussitôt, Desnus, quittant le milieu de la chaussée qu'il suivait avec Mauchamp et l'inconnu, s'éloigna de quelques pas et pressa sa marche sur l'accolement. Manchamp poursuivait paisiblement sa route, lorsque arrivé près d'un bois appartenant à M. de Saint Seine, à moins d'un kilomètre du carrefour des cinq chemins, l'inconnu, saisissant brusquement un morceau de bois qu'il dissimulait sous sa blouse. lui en porta un coup terrible sur la tête. Mauchamp tomba sur le sol sans pousser un cri, et Desnus, épouvanté, prit à toutes jambes la fuite dans la direction de Mervans

« Demeuré seul avec sa victime, le meurtrier fouilla ses poches et lui enleva une somme de 50 fr. Puis, il jeta dans le bois qui bordait la route l'arme dont il venait de faire usage, et prit lui-même la fuite.

« Une heure après l'accomplissement de ce crime, un homme, tout couvert de sang se trainait avec peine jusqu'à la porto de l'habitation Mauchamp, à La Chaux, à quatre kilomètres de distance. C'était le malheureux fermier qui, après avoir recouvré connaissance, était parvenu seul, à force d'efforts, à regagner son logis. Il put à peine faire à l'un de ses fils un récit incomplet des faits que nous venons de rapporter, s'évanoui. de nouveau et, depuis ce moment, n'a plus donné aucun signe d'intelligeace. En comprimant violemment le cerveau, le sang attiré sous la boîte crânienne par la blessure, a paralysé toutes

ses facultés et ne laisse presque aucun espoir de le sauver. « MM. le procureur impérial, le juge d'instruction et le lieu enant de gendarmerie de Louhans, immédiatement informés de cet attentat, se sont transportés sur les lieux du crime. Malheureusement, il est à craindre que l'état du blessé et la terreur panique du sieur Desnus ne permettent pas à la justice de recueillir des renseignements bien complets sur l'identité de l'assassin. On a toutefois découvert dans le bois, à soixante-dix mètres de la mare de sang répandue par le sieur Mauchamp, la franche, ou fragment de chariot, avec lequel le coup a été porté. Cet instrument était couvert de sang et aurait été soustrait, dit on au préjudice d'un habitant de Mervans le jour de la foire. Il faut espérer que ces indications, jointes à celles que les magistrats instructeurs ont sans doute recueillies sur les lieux, faciliteront l'arrestation de l'auteur de ce double crime. »

### ÉTRANGER.

IRLANDE. - Dublin, 29 novembre. Le lord-lieutenant a destitué le gouverneur de la prison

de Richmond. Le procès Luby continue. Des agents de police et d'au-tres témoins ont été entendus. L'espion Nagle, entendu comme témoin, dépose qu'il a été envoyé par Stephens en Angleterre pour voir Mahoney. Il a adressé pendant quinze mois des rapports au gouvernement sur les fe-

Le grand jury a déclaré qu'il y avait de bonnes raisons pour poursuivre Stephens. Des rires moqueurs se sont alors fait entendre dans l'auditoire. »

# Bourse de Paris du 30 Novembre 1865.

{ Au comptant. Der c. 68 70 — Hausse « 10 c. Fin courant. — 68 62 1/2— Hausse « 151/2 { Au comptant. Der c. 96 75 —Sans chang.

3 010 comptant Id. fin courant	68	55 47 1 2	68	haut. 70 62 1/2	68	s bas. 52 1/2 47 1/2	68	70
4 1/2 0/0 comptant. Id. fin courant	-	80	96	80	96	70	96	
4 1 <sub>1</sub> 2 ancien, compt. 4 0 <sub>1</sub> 0 comptant			\$ 20	-			=	
Banque de France				_				_

### ACTIONS

au comptant.		Der cours.				
		int.	au co	mptant.		
Crédit foncier	1325	-	Sud-AutrichLombard	412	50	
Crédit foncier colonial.	_	-	Victor-Emmanuel	210		
Crédit agricole	-	-	Romains	151	2	
Crédit indust. et comm.	665		- privilégiées	305	-	
Crédit mobilier	873	75	Sarragosse	190		
Société générale	611	25	Séville à Xérès	40	1 10	
Comptoir d'escompte	1015		Nord de l'Espagne	160		
Orléans	823	75	Saragosse à Pampelune.	85		
Nord	1100	_	Saragosse à Barcelone.	90	-	
Est	517	50	Portugais	135	_	
Lyon-Méditerranée	826	25	Caisse Mirès	23		
Midi	570	_				
Ouest	537	50	Ce immobilière de Paris	1700		
Charentes	297	50	Ch. et Docks St-Ouen		7	
Bessèges à Alais			Docks de Marseille	2 7	51	
Emprunt Mexicain	49.	0.0			-	
Autrichiens		75	Omnibus de Paris		-	
Audichiens	410	10	Ce des Petites Voitures.	75	The same	

A l'Opéra, aujourd'hui, débuts de M<sup>II</sup> Mauduit : Robert le Diable, opéra en cinq actes, M<sup>II</sup> Mauduit chantera le rôle d'Alice; les autres rôles seront interprétés par MM. Gueyzmard, Belval, M<sup>II</sup> Battu. Danse : M<sup>II</sup> Laure Fonta.

— Ce soir, au Théâtre Français, les Enfants d'Edouard, pour les débuts de M<sup>lle</sup> Angèlo; Valérie et une Tempête dans un verre d'eau.

— A l'Odéon, ce soir, les Femmes savantes, avec Saint-Léon, Lante et Mine Delahaye. On finira par le Retour im-prévu. On commencera par les Ricochets. — Demain, Carmosine et la Tante Honorine.

A l'Opéra-Comique, pour les débuts de Leroy, de Mmes Marie Rose et Camille Gontié, Marie. opéra comique en trois actes, de E. de Planard musique d'Hérold. Capoul remplira le rôle d'Henri, Sainte-Foy Lubin, Leroy Adolphe, Duvernoy le baron, Nathan Georges, M<sup>11</sup>e Roze Marie, M<sup>11</sup>e Gontié Emilie, M<sup>11</sup>e Girard Suzette, M<sup>11</sup>le Revilly la comtesse. On commenmencera par le Caïd. — Demain samedi, les Mousquetaires les la Raine. — Très-prochainement. de la Reine. - Très-prochainement, première représentation du Voyage en Chine, opéra comique en trois actes.

# SPECTACLES DU 1er DÉCEMBRE.

OPÉRA. - Robert-le-Diable. Français. — Les Enfants d'Edouard, Valérie. Орека-Соміоче. — Marie Odéon. - Les Femmes savantes, les Ricochets. THÉATRE-LYRIQUE. — Rigoletto. TH. IMPÉRIAL DU CHATELET. — Relâche Vaudeville. — La Famille Benoiton. Gymnase. — Renaudin de Caen, les Révoltées. Variétés. — La Belle Hélène.

Palais-Royal. — La Bergère de la rue Monthabor. Porte-Saint-Martin. — La Biche au bois. Ambigu. — La Meunière. GAITÉ. - La Maison du Baigneur. Bouffes-Parisiens. — M. et Mme Denis, Jeanne qui pleure. Folies. — Les Orphéonistes en voyage, la Visite.

Théatre Dèjazet. - M. de Belle-Isle. THÉATRE ST-GERMAIN. — Francesco le Montagnard.
BEAUMARCHAIS. — Le Médecin des pauvres.
LUXEMBOURG — Paris à la campagne.
GRAND-THÉATRE-PARISIEN — Le Fils aux deux mères.

Folies-Marigny (8 h.). — Tous les soirs, représentations

variées, vaudeville, comédie, opérette. CIRQUE NAPOLÉON. — Exercices équestres à huit h. du soir. ROBERT-HOUDIN. — Expériences nouvelles et scientifiques, automates, physique expérimentale.

Salle Valentino. — Soirées musicales et dansantes les mar-

dis, jeu lis, samedis et dimanches. Casino (rue Cadet). - Bai les lundis mercredis et vendredis. Concert les mardis, jeudis, samedis et dimanches.

Imprimerie de A. GUYOT, rue Nº-des-Mathurins, 18.

Recu deux deunce trente gentlanes.

Ventes immobilières.

AUDIENCE DES CRIÉES.

MAISON A SARCELLES Étude de Mª C. DONARD, avoué à Pontoise. Vente sur saisie immobilière, au Tribunal civil de Pontoise (Seine-et-Oise), le 12 décembre 1865, onze heures.

D'une MAISON avec pavillon, cour, jardin, écurie et dépendances, à Sarcelles, rue du Chaus-

Mise à prix:

S'adresser: à Pontoise, à Me DONARD, a voué poursuivant ; A Sarcelles, à Me Duhamel, huissier ;

A Paris, à Me Corpet, avoué, rue du Faubourg-Poissonnière, 8.

# HARAS DE VIROPLAY

Etude de BE BROWERW, avoué à Paris,

rue de Mulhouse, 9. SUCCESSION DE M. LE DUC DE MORNY.

Vente de biens de mineurs. Adjudication, au Palais de-Justice, à Paris, le mercredi 13 décembre 1865, à deux heures,

D'une grande PROPRIÉTÉ dite le Haras de | de Me Planchat, Viroflay, sise à Viroflay, arrondissement de Versailles (Seine et-Oise), en quatorze lots, avec faculté de réunion, soit d'un lot avec l'aurre, soit dans l'ensemble. Mises à prix: 6,000 à 40,000 fr.

Mise Ensemble des mises à prix : 236,000 fr.

S'adresser pour les renseignements : 1. A M. DROMENY, avoué, rue de Mulhouse, 9; 2º à Me Dufour, notaire, place de la Bourse, 15; 3º et sur les lieux.

CHAMBRES ET ÉTUDES DE NOTAIRES.

Le pavillon et partie du jardin sont grevés d'u- MAISON R. DE PRODUIT sufruit sur une tête de soixante et onze ans.

Paris, par Mo Robin, l'un d'eux, le 12 décembre 1865, midi. Produit: 4,466 fr. - Mise à prix 40,000 fr. - S'adresser à Mo ROBIN, notaire

Étnde de Me PLANCHAE, notaire, boulevard

D'un FONDS de commerce le PATISSIER à Paris, boulevard du Temple, 38, avec le droit

Mise à prix: 8,000 fr.

Renseignements chez Mes MENRIET et PLANCHAT. Signé : HENRIET.

de la société, rue Rougemont, 8. Paris, le 30 novembre 1865.

(1026)

Le secrétaire du conseil d'ad ministrati n, E. HORRER.

A CÉDIR de suite, une bonne ÉTUDE D'HUISment, siège d'une Cour impériale. — S'adresser pour les renseignements. à Me Rivet, huissier à Paris, rue Montmartre, 135.

PLUS DE MÉDECINE. — SANTÉ ET ÉNERGIE BENDUES SANS MÉDECINE. NI PURGATION. NI PRAIS.

DE PRODUIT

MISON R. DU PETIT-CARREAU, 41 A PARIS

au coin de la rue Neuve St-Eustache, à vendre sur ue enchère, en la chambre des motaires de prix de decembre 1865, à quarte leures du soir, au domicile de M. Barth-lemy, rue d'Atgenteuil, 11, 40,000 fr. — S'adresser a me roural. notaire, pour le ruix de la coine de la vice de la coine de la

La publication légale des Actes de Sociétés est obligatoire, pour l'année 1865, dans le Moniteur universel, la Gazette des Tribunaux, le Droit et le Journal général d'Affiches.

# SOCIETÉS.

Suivant acte passé devant Me Fould, soussigné, notaire à Paris, le vingt et un novembre mil huit com soixante cisq.

M. Lynace Lé pold Well. négociant, demeurant à Paris, rue d'Enghien, 7.

Et M. Charles WEll. aussi négociant, demeurant à Paris me se rue. 12.

Sont convenus que la société qui avait été formée entre eux.

Sous la raison:

Ignace WEll. et Cie, arrivant à son teume le trente et un décembre mil huit cent soixante cinq ne se ait pas contonnée, et serait remplacée par ce le formée aux termes dudit acte, e qui serait chargée d'en effectuer la liquidation sous la surveillance de M. Ignace Weil,

Et a compter dudit jour, trente et un décembre mil huit cent soixante cinq. Suivant acte passé devant Me Fould,

décampre mil huit cent soixante cinq ils ont établi entre eux, pour trois an nées, une nouvelle société ayant pour ob nées, une nouvelle société avant pour objet les mêmes affaires que la précédente Caté nouvelle société est en nom collegif quant à M. Charles Well, qui en est seul gérant responsable avec la signature sociate, dont il ne peut fure usage que pour la seciété, et en commandite à l'égard de M. La caisen et la signature avec la partie sociale.

La raison et la siscature sociales sont: Charles WEIL et Cio. Le siège de la société est à Paris, rue

M'Engli en 22.
Le capital social est fixé à cent vingi mula francs, et est fourni à raison de moitie par chacan des associés.
Pour extrait;
(7892) Signé, FOULD.

D'un acte sous seings privés, fait dou ble à Paris le vingt et un ney mbre mil hait cent soixante cinq, enregistré au même lieu le vingt hait fo lo 6 recto case 2, anx droits de cinq francs soixan inze centimes,

te quinze centules, Il appert: Que la société en nom collectif qui exis-tait sous la raixon sociale: BONNARDEL et MONGODIN,

Entre:
MM. Auguste-Simon MONGODIN,
Et Auguste BON VARDEL
Pour Pexploitation d'un fonds de com
merce de distillateur en gos, siué à Paris, rue du Marché-aux chevaux, 3
A été dissoute d'un commun accord
entre les soussignés. à partir du vingtsept dudit mois de novembre.
M. Bonnardel reste chargé de la liquidation.

Pour extrait: (7888)

BONNAMBEL MONGODIN.

Cabinet de M. Firmin CHOT, rue Beilefond, 35. D'un jugement rendu par le Tribanal de commerce de Paris, le vingt-trois no vembre présent mois, enregistré,

eurant à Paris, rue Croix-des Petitsmeurant à Paris, rus Groix-ues reuts-Champs, 41; 2° Et M Lucien LOCHON, aussi nézo-ciant, demeurant à Paris, rue C. oix-les-Petits Champs, 44,

Il apport: Que la société en nom collectif, sous la

L. LOCHOV et frère, Qui avait été formée en re les susnom-nés, suivant acte sous seions privés du mes, suivant acte sous selous prives du quinze novembre mit huit cent cinquante-huit, enregistzé à Paris le dix-neuf no xembre mit huit cent cinquante huit, fo-lfo té, verso, case tre, reça cix-huit francs soixante-dix centimes, double désime compris, signé, Pourmey, et dont le siège est à Paris, rue Caoix-des-Petits Champs,

n. 41, A été dissoute à compler dudit jour wiegt-trois novembre mil huit cent M. Alexandre Delacroix, avocat

demeurant à Paris, rue de Rivoli, st, a été nommé liquidateur avec les pouvoirs les plus étendus. Pour extrait:

C. LOCHON.

Suivant acle passé devant Me Destorges et son collègue, notaires à Paris, le viagt-cinq novembre mil huit cent soienregistré,

Mant: Clod, enregistre,
Il a é é formé entre:
M. Louis Adolphe MATH EU, marchand
de vins en gros, demeurant à La VarenneSaint-Hilaire,
Et M. Michel-Emile CHÉDEVILLE, pro-

priétaire, demeurant aussi à La Varenne-Saint-Hilaire, rue du Bac, 4. Une société en nom collèctif pour faire le commerce de marchand de vins en gros et toutes les opérations qui s'y rat-

Et pour une durée de six années, qui commenceront à couri-le premier jan vier mil huit cent soixante-ix, pour fini de premier janvier mil nuit cent soixante-

Neanmoins, à partir de la troisième année, chacun des associés aura le droit de demander, quand bon lui semblara, la dissolution de la société, à la charve de prévenir son coassocié six mois à l'a-vance, de telle sorte que la durée la plus courte de la société sera d'au a.oins trois

Années entières.

La raison : la signsture sociales sont :
MATHISU et CHÉDEVILLE.
Le sièze de la socièlé est à La VarenneSint Hdaire, rue du Bac, 4, ch. z M. Cuédeville.

deville.
Les affaires de la sociélé sont gérées et administrées par les deux associes.
La signature sociale apparient anx deux associés qui ne peuvent en faire usage que conjointement et pour les affaires de la société.

les ach ts et ventes de marchare. dises, et généralement toutes les opéra-lions de la société doivent avoir lieu d'un dises, et généralement toules les opérations de la société doivent avoir lieu d'un common accord entre les associés.

Tous les achats et généralement toures dépenses de la société de quelque nature qu'ils soient, doivent être faits ex
"nérale pour favoriser l'agriculture et l'une d'une d'une

pressement au comptant, et les associés se sont interdit formettement le droit de souscrice aucuns billets, effets de com-mère ou autres engagements au nom de la société
En cas de décèt de l'un des associés, la société sera de plein droit dissoute.
Pour extrait:
(7893)
DESFORGES.

Suivant acte veçu M. Chardon, soussi gné, et son co lègue, notaires à Paris, le vingt novembre mil huit cent soixante inq enregistré, M. Jean-Théodore PECQUEREAU père Et M. Edouard-Théodore PECQUEREAU

lls. Tous deux f-bricants de meubles d'ar

et de luxe, demeurant à Paris, rue de Chemin-Vert, 5, « Seuls membres de la sociélé Pecque reau père et fils, par suite du décès ac rivé a Paris le vingt-neuf février mit buit cant soixante-quatre de M. Emile-

"Mathurin Pecquereau,"
Ont déclaré dissoudre, à compter de vingt novembre mil huit cent soixante-cinq, la société en nom collectif formée entre eux et M. Emile Mathurin Pecquereau, pour la fabrication de meubles d'art et de love, sous la raison sociale:

PECQUEREAU pere et fils.
Suivant seie reça par Mo Chardon, le ouze ac ûl mil huit cent soixante-trois. Poar extrait :

Signé, Chardon.

Suivant autre acte recu par McChardon so ssigné, et son collègue notaires à Pa-ris le vingt novembre mil huit cent soi-xante-cinq, enregistré. 4º M. Jean-Théolore PECQUEREAU

père;
2º M. Edouard-Théodore PECQUEREAU,
3º Et M. Joseph Achille Gil Bart.
Tous trois f bricants de meubles d'art
et de luxe demeurant à Paris, rue du
Chemin Vert, 5.
Ont formé entre eux use société en

nom collectif ayant pour objet la fabri cation et la vente des meubles d'art et de

cation et la vente des membles d'art et de luxe, pour ce qui conserne plus particu-férement l'ébédisterie et la sculpture, Sous la raison sort de : PE QUEREAU père, fils et gendre. Dont le siège est à Paris, rue du Chemin Varis.

min Vert. 5.

Il a été dit audit acte :

Que la société commencerait à compter du vingt novembre nul luit cent soixante-cirq et prendrait fin se premier avrimit hud cent quaire-venzt ;

Que chacan des associés aurait la signeture sociale ;

Que le décès de deux des associés en trainerait la dissolution de la société mais que le décès d'un seul n'aménerait ce résultat qu'à son égard ;

Que M Perquereau père pourrait en tout temps se retirer de la société, qui contituerait de subsister entre ses fits et gendre.

re. or extrait: Signé, Chardon.

Etude de M. SCHAYÉ, agréé, rue du Faubourg Montmartre, n. 8. D'un jugement du Tribanal de com merce de la Seine, en date du dis-hui novembre mil huit cent soixante-cinq

rendu entre : nau entre: 1° M. Albert Charles Joseph HUS, né ociant, demeurant à Paris, rus la Ro-hefoucauit, 50, 2 M. Jean Baptiste Frémy VERDIÉ néociant, demeurant à Paris, rue d'Hau-

Il appert:

Que la sociélé en nom collectif formée entre les susnommés, le vingt-sept avril mil huit cent so xante-cinq, sous la rai-

son: VERDIÉ et HUS fils, VERDIE et HUS fils.

Avec siége à Paris, rue d'Hau'eville, 55

Ayant pour objet le commerce de com
mi-sion pour le b onze et les composi
tions de bronze d'horlogerie,
Est et demeure die vie

Est et demeure dissoute. Pour extrait :

Signé: SCHAYE.

Suivant acte passé devant M. Cousin el son coltègue, notaires à Paris, le vingt-deux novembre mil heit cent soixante cinq, enregistré. M. Charles-Acël CHAPON, négociant, meurant à Paris, rue des Deux Boules,

Et M Charles Alfred THOLOME, nego cian', demeurant à Paris, mêmes rue et numéro, Ont déclaré dissoute, à compter du

quieze novembre mil huit eent soixante-einq la société formée entre eux, pour Pexplitation de la maison de commer ce de toiles et coutils en gros. dont le siège est à Paris, rue des Daux-Boules. 3. suivant acte sous signatures privées, fait double à Paris le onze juillet mil huis

sent cinquant six enregisté. M. Chapon a éé nommé liquidateur de sette sociée, et les deux associés ont pro-sédé entre eux au partage de l'actif social Pour extrait: Signé, Cousin.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE D'ANVERS. A RESPONSABILITÉ LIMITÉE.

Capital: 4,000,000 de fr

I.

Suivant sele reçu par M. Henri-Joseph Yver et son collègue, notaires à Paris, le lix sept novembre mil huit cent soixan-

cinq enregistré. 4° M. Charles YBRY. propriétaire. deeurant à Paris, boulevard des Capuci nets, 23;
2 M. Rodolphe COUVONT, demaurant is Bruxelles, rue des Douze Apôtres, 24,
« Ayant agi au nom et comme adminisiraleur direc eur de la Banque gé-

« siège administrati à Bruxelles, rue d s « Bogge administrati a brakeler, rie d s « Dogge, û. i.e., 24 « Spécialement délégué aux flus de « l'acte dont est extrait, par délibération « du conseil d'administration prise le « vingt-cinq octobre mil hoit cent soi-« xante cinq, et dont une expédition du-

ment timbrée et portant cette men-tion : « Enregistré à Paris, le quinze novem

o Enregistre a raru, e quinzo los bra mi hoite cent soixante-cuaq, fotio e 44, rarcho, case 7, r ça deux francs trensete centimes, signé illisiblement, Et demeuré a naexée audit arte; 30 Rt M. SAINT PAUL DE SINCAY, propriétaire, demeurant à Chence (Belgione)

quei,
Ont formé entre eux, et tous ceux qui
adhéreraient aux statuts par la sous
cription des actions qui seraient créées
ane so ièté à responsabilité limitée, sous
ta dénomination de:
Société limmobilière d'Anvers,
Ayant pour objet:
1º La revente des terrains cédés à M
Ybry Dar la ville d'Anvers, consistant

Ybry par la ville d'Anvers, consistant principalement dans les anciennes for

principalament dans les anciennes lot ulications;
2' L'acquisition éventuelle et la réalisation desdits terrains;
3 E' divers travaux à faire éventuelle ment pour la mise en état des la rains.
La durée de la société à été fixe à trente aonées, à compter du jour le la constitution définitive, qui a eu lieu le dixhuit novembre mit huit cant soixantecinq.
S' us l'article quatrième, il a été dit que le siège de la société serait établi à Patis.

cinq.

Sus l'article quatrième, il a élé dit que le siège de la société serant établi a Pa-18. et 14" lle aurait en outre un siège administratif à Anvers.

Sous l'article sixième, il a été stipulé que le fonds sociai se composait:

4° Des apports faits par M. Charles Yb-y, consistant dans six cent quar- nie einq mille cent soixante-dux inuit mètres carrès environ de terrains à bâtir, provenant en majoure partie des fortifications démolies ou à démoltr de la place d'Anver-, les dits terrains acquis par M. Ybry, de la ville d'Anvers, à la charg par la société de payer le prix et d'exè cut- les clauses et conditions du contrat d'acquisition;

2° D'une so amo de quaire millions de francs à fournir en espèces par les sous cripteurs d's actions;

El, en outre, le conseil d'administration a été autorisé à créer un nombres offisant d'ob igations pour faire ficaux besoins de la société dans le trus- es et aux conditions qu'il jug-rait le sius convenable aux inté-fès ocianx.

Sous l'asticle s ptième, il a été stipulé que le fond-social serait représenté pahuit mille actions de capi al de cinq cents francs chacene, par seize mile action dit-s de jonis ance

Les actions de jonissance ne seralett créé-s émissa et déliviérs que lor que les bénéfices résultant de l'in v n'aire qui serait des étà in de de chaque année, il serait priève le ving ième de bénéfices qui serait priève le ving ième de bénéfices qui serait priève le ving ième de bénéfices résortant de l'in v n'aire qui serait des capits de la fin de chaque année, il serait priève le ving ième de bénéfices résortant de l'in v n'aire qui serait de server jusqu'è de la conque le suite de serait priève le ving ième de bénéfices résortant de l'in qui serait qui serait qui serait qui serait priève le ving ième de chaque de chaque de la chaque d

chaque zonée, il serait prilevé le ving ième des bénefi es, qui serait porté à un fonds de réserve jusqu'à ce que ce fonds ait atteint la somme de qua-re cent mille francs, soit le dizième du II.

D'un sole raçu per ledit M. Yver, ledit jour dix-sept nevembre, Fortant selle mention :

a Euregistré à Paris, deuxième bureau, le vingt-trois novembre mit huit cen soixante-cinq, foito 38, verso, case 2; reçu deux francs trente e ntimes, de-

es compris. Signé. Mounot. Il appert: One M. Charles Ibry, susnommé, Que M. Charles Ibry susnomme, M. Rodolphe Coumont, aussi susnom Ayant agi dans les mêmes qualités

que cidessus, » Et M. Saint-Paul de Sainçay, également nsnom vé. Tous fondateurs de ladite Société im

Tous fondateurs de ladite Société immobilière d'Anvers,
Et en confo milé de la loi du vingt-trois mai mil huit cent seixante-trois,
Ont représenté une liste de souscription et un état de versements qui sont deure urés annexés à l'acte d ni est présente ment fait extrait, en déclarant que le nombre des souscripteurs s'élevait à seize et que les versements effectués se montaient à un million de francs.

D'un p ocès-verbat de première assem dée génerale, en date à Paris du dux sept lovembre mit huit cent soixante-cinq. Portant cette mention: « E registré à Paris, deuxième bureau,

III.

le vingt trois novembre mil huif cent solvante-ing. fo 64, recto, case 2 re-çu deux francs trente centimes, décime et demi compris. Signé, Monnot. » Il appert : Qu'il a été donné connaissance des ac

tes susénonces aux souscripteurs d'adites actions. Que ladite assemblée a nommé une commission dans le but de vérifier les énonciations y contenues. IV.

Et d'un preès verbal de deuxiène assemblée en date du dix-huit novembre mil huit eent soixante-cinq.

Perlant ceste mention:

« Enregistré à Paris deux ème boreau,
« le vingt trois novembre mit huit cent « soixante-cinq folio 64 recto, case 3, « reçu deux frânes trente centimes, dé « cinc et démi compris. Signé, Monnot »

Il appert que : L'assemblée a adopté à l'unanimité les conclusions de la commission, et a dé-claré approuver la valeur des apports et les avanags salipulés dans les statuts, au proût des fondateurs ou au greffe des

administrateurs.
Il a été procédé à la nomination des ad-

accepté et qui sont:
Premièrement. — Administrateurs:
4º M. Coumont. ci dessus nommé, en

teur du chemin de for d'Anvers à Gand, demeuranta Sairt-Nicolas, pres d'Anvers; 3º M. Charles Ybry, 30 nomme; 4º M. Ernest ne Merolla, prepriétaire, demeurant à Bruxelles, place de la Socié.

5° Et M. de Saint-Paul de Sinçay, auss

5° Et M. de Saint-Paul de Sinçay, aussi susnommé.

Deux ènnement — El commissaire:

M. Hippotyle amédée Laurent, temeurant à Parts, ne de Luxembourg, 5

Les administrateurs et commissaire susnommés ayant accepté lesdites fonctions, la societé s'est trouvée, en consciunée.

L'assemblée à décidé que le slége social serant provisoirement étable à Pasis, rue le Provence, 45.

« Les administrateurs susnommés ont signé le présent extrait en conformité

signét présent extrait en conformire du d'raier pa agraphe de l'article 9 de la loi o vingt-trois mai mit huit cert soixante-trois et ont déclaré qu'ds ont fair, à la date du vingt-ne i novembre mit huit cen soixante-tioq, au greff du Tribunal de commerce de a S in le décât exisé car l'article 8 de ladii. le dépôt exigé par l'article 8 de ladit Les a iministrateurs :

BOTCH PRISSE ROT COUNONT. E. LE MEROLLA (7886) Ch. YBRY

TRIBUNAL DE COMMERCE

AVIS. MM.les eréanciers en matière de fail lite qui n'auraient pas reçu d'avis, seu-priés de faire connaître leur adresse au Greife n° 3.

Les créanciers peuvent prendre gratu tement au Tribunal communication de le comptabilité des faillites qui les conce-nent, tous les samedis, de dix à quatr-

FAILLITH :

Jugement du Tribunal de commerce de a Seite du 10 novembre 1865, lequi-reporte et fire déflutivement au 25 sei cembre 1864 Pépoqu de la essation de caiements du sieur GUILLOT S Ivain entreprem ur, demeurant a Paris avenue de la Tour - Mac Dourg, 21, ci-levant, ac quellement rue des Ecuries-d'Artois, 2: Nº 4714 du gr.).

DECLARATIONS DE FAILLITES. Jugements du 29 NOVEMBRE 1865, jui de slarent la faillite ouverte et en fixe provioirement l'ouverture audit jour

Du sieur A. HARDUIN, n'g nciant, de-meurant à Paris, ross de la Tour, n. 54 : nomme M. Ralaine fils juge-co unissific et M. Urfargois, ros Richer, 26, syndia provisoire N° 5457 du g4.). NOMINATIONS DE SYNDICS.

Du sieur ROUCHEZ, négociant, demeu rant à Paris, rue de Madane. 40, le 6 dé-cembre, à 3 heures (N° 5435 du gr.); Du sieur TESTARD (Joseph', marchane de vin traiteur, demeurant a Paris, ave nue de Bretet.i!, 27, personnellement, le 6 décembre, 2 2 heures (N° 5451 du gr.);

De la rociété en nom collectif FEUGERE et C'. pour l'exploitation d'un fonds de marchand de vin distillateur à Paris, rue de Breteuil, 27, composée de : Gabriel Pascal Feugère, et Joseph Testard, le 6 décembre, à 2 heures (N° 5450 du gr.); Du sieur BIGOT (Victor-Pierre).

chand de chaussures demeurant à Paris, rue de la Goutte-d'Or, 52 le 6 fevrier, à 10 heures (Nº 5119 du gr.; Du sieur LECONTE. serrurier à Saint Denis, rue des Ursulines, 3, le 6 déc.m bre, à 2 heures (No 5244 du gr.); Du sieur HERBLIN (Louis-Alexandre

entrepreneur de peintures. de meurant : Paris, boul vard des Inval des, 6, le décembre, à 1 heure No 5447 du gr.). Pour assister à l'assemblé aans taquelu A, le juge-commissaire doit les consultes iant sur la composition de l'état des créen ciers présumés que sur la nomination d

ciers presumes que sur la nomination de nouveaux syndics. Les tiers porteurs d'effets on d'endos sements du failli n'étant pas connus. sont priés de remettre au greffe leurs adresses, afin d'être convoqués pour les assemblées subséquentes.

PRODUCTION DE TITRES.

Sont traités à produire, dans le déla le vings jours, à dater de ce jour, leur stres de créances, accumpagnés d'un bor ereau sur papier limbré, indicatifdes som-mes à réclamer, MM. les créanciers Du sieur MOUTHON, négociant en vin

et spiritueux demeurant à Paris, ru-Bourlibourg, 42. entre les mains de M. Devin. rue de l'échiquier, 42, syndic de la faillite (N° 5332 du gr.); Du sieur MILLIOT (Auguste), accien marchani de vin traiteur, demeurant a Paris, rue du Faubourg Saint-Martin, 473, actuellement sans douicile connu, entre les mains de M. Beaufour, rue du Conser-vatoire, 40, syndic de la faillite (N° 5381 du gr.):

du gr.);

De la société en nom collectif et en commandite JU LIEN, DEPLAYE et Cie, pour le commerce de pi rres li hographiques, dont le siège est a Paris, rue de Scine Saint-Germain 6, et siège de fabrication à Avèze (Gard), composée de: Jean Gabriel Jullien; Jean Auguste De playe et Jean Baptiste Alfred Merle, en tre les mains de M. Sautton, boulevard Sébastopol, n. 9, syndic de la faillite (Ne 5374 du gr.);

5374 du gr.);
Du sieur LAMBERT (Prudent-François) Premièrement. — Administrateurs:

4° M. Coument ci dessus nommé, en son nom personnel;
2° M. le baron Edouard Prisse, direc-syndic de la fai-lite (N° 5373 du gr.);

Du tieur OTTHELET (Pierre) marci and considere de l'accir, demourant a Pari, rue des Amanders Popincourt, 27, entre les mains de M. Beaufour, rue du Conso vatoire, 40, syndic de la faillite N° 5364 du gr.).

Pour, en conformité de l'article 493 du Code de commerce, être procédé à la vérification et a l'adsnission des créances, qui commenceront immédiatement après l'expoiration de ce délat.

CONVOCATIONS DE CREANCIERS.

Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, alls des assemblées défaities. Pour, en conformité de l'article 498 du Code de commerce, être procedé à la véri-fication et a l'admission des créances, qui commenceront immédiatement aprés l'ex-piration de ce délat.

Sont invités à se rendre au Tribunal de Ommerce de Paris, salle des assemblées es faillies, MM, les créanciers; APPIRMATIONS. Du sieur OUFEU (Victor Simon), fabri

ant de lingerir, demeurant à Paris, ruite Ciéry 9, le 6 décembre, à 40 houres N° 4947 du gr.). Pour etre procede, sousta prestaence le uge-commisseire, aux verification affirmation de leurs créances.

Nora, il est nécessaire que les créancers convoqués pour les vérification et firmation de leurs créances remettent réalablement leurs titres à MM.les sypites.

CONCORDATE: Du sieur DESEIVIÈRES (Raoul), mar-mand de conf ctions, demetrant à Pa-is-Batignolies, avenue de Clichy, n. 51 e 6 décembre, à 2 heures Nº 4536 de

Du sieur MOUCHET, marchand de vin iemeurant à Paris, rue de l'Hôtel-de Ville, 62 le 6 décembre, à 2 heures (N

Du sieur BIGARD, marchand de vio, temeurant à St-D nis Sein , rus de La riche, n. 28, le 6 occembre, à 40 heurs (N° 4131 du gr.). Pour entendre le rapport des syndics sur l'état de la faillite et délibérer sur le formation du concordat, ou. s'il y a lieu s'entendre déclarer en état d'union, et, dans ce dernier cas, étre immédiatement consuités tant sur les faits de la gestion que sur l'utilité du maintien ou du remplacement des sundices;

l'utilité du maintien eu du remplacement des syndics:

Il ne sera admis que les créanciers vé cinés ou affirmés ou qui se seront fai celever de la déchéance.

Les créanciers et le failli peuvent prep-ire, au greife, communication du rap-port des syndics et du projet de conce-tat.

Mossieurs les créanciers de la sociét en comman ille par actions Th. SILVES TRE et Ce, ayant pour objet l'exploits tion du journal le Nain Jaune, et siéusocial à Paris boulevand des l'alime, et dont était dérant le sieur Théophile Silvestre, et cogérant le sieur Ulysse Pic, sont invités à se rendre le 5 n.v. à 40 hure très précises, au Tribunal de commerce salle des assemblées des créanciers, pour aux termes de l'articie 531 du Code de commerce, délibérer sur la formation d'un concordat avec le sieur Pic, l'un des faillis.

des faillis.

Il ne sera admis que les créanciers vé-rifiés et affirmés ou qui se seront fait re-lever de la déchéance. Les créanciers et le failli peuvent pren-dre au greffe communication du projet de concordat (N° 4072 du gr.).

REMISES A HUITAINE

Du sieer MEUNIER (Félix), gravatier, demeurant à Leval'ois, passage Trebert, n. 33, le 6 décembre, à 2 heures (N° 5:42 du gr.); Du sieur BOILEAU (Jean-Nicolas), mar chand de vin , demeurant à Paris , que Notre Dame-des-Victoires, n 28, le 6 dé-cembre, à 12 heures (N° 4953 dugr.). Pour reprendre la déliberation ouverte

vis tant sur les faits de la gestion que su 'utilité du maintien ou du remplacemen es syndics. Il no sera admis que les créanciers vé ifiés et affirmés ou qui se seront fait elever de la déchéance. Les créanciers et le faillipeuvent pren de au greffe communication du rapport

AFFIRMATIONS APRES UNION.

Messieurs les cléanciers composant l'union de la faillite de la sociélé ch nom collectif BRETET, PIOT et MALnom collectif BRETET, PloT et MAL-LARD, pour la conture mécanique, dont le siège est à Paris, rue de Rambuleau, 6, en retard de faire vérifier et d'affirmer leurs créances, sent invilés à se rendre le 6 décembre, à 46 heures précises, au Tribunal de commerce de la Seine, salle ordinaire des assemblées, pour, sous la présidence de M. le juge-commissaire, precèder à la vérification et à l'affirmation de leursdites créances (N° 47.7 du gr.).

du gr.).

Messieurs les créanclers composant (union de la faillite de la société HOUIL-LE frères, maîtres de baios à Paris La Chapelle, rue d'Aller, n. à, en retard de faire vérifier et d'affirmer teurs créances, sont invités à se rendre le 6 dec.. à 4 heure très précise, au Tribunal 4 commerce de la Seine, salle ordinaire des assemblées, pour, sons la présidence de M. le tuge commissaire, procéder à la vérification et à l'affirmaties de leursdites créances (N°48742 du gr.). de leursdites créances (N. 18842 du gr.).

Mossieurs les créanciers composans
l'union de la faillite du sieur STIEVE
NARD (Alfred-Henri), f.bricant de glucoet, demeurant à Paris, rue du Plâtredu-Temple, 20, en retard de faire vérifier
et d'affirmer leurs créances, sont invités
à se rendre le 6 déc, à 12 heures
très précises au Tribunal de commerce de la Seine, salle ordinaire des
assemblées, pour, sous la présidence de
M. le juge-commissaire, procéder à la
vérification et à l'affirmation de leursdites créances (N° 2831 du gr.).

REDDITIONS DE COMPTES. Messieurs les créanciers composant meurant à Paris, boulevard Migenia, 439, l'union de la faillite de la société LAM de de devant, et actuellement sans comicile

Nota Les crézaciers et le failli peuveni prendre, au greffe, communication des compte et rapport des syndics (N-45987 du gr.). du gr.).

Messieurs les créanciers composant l'union de la faillite du vieur LAM-ERT (Eugène), ancien négociaut en chapetie rie, demeurant à Paris, rue des Trois Pavillons, ci devant, actuel ement à Lucaine, personnellement, sont favités à se rendre le 5 déc., à 4 heure précise, au fribanal de commerce, sall des assemblées des faillites, pour, conormément à l'art, 337 du Code de commerce, entendre le cemble définitif qui era rendu par les syndies, le débattre e clore et l'arrêter; teur donner décharge de leurs fonctions et donner eur avis sur l'excusabilité du failli.

Nota. Les créanciers et le failli peu vent prendre au greffe communication des cample et rapport des syndies (N. 3224 his dig gr.).

Messieurs les créanciers composant

Messieurs les créanciers composant l'union de la faillite du si-ur Collet, négociant, demeurant à Paris, rue de Fiandre, (c. sont inviés à se rendre le 6 déc., à 46 houres très précies, au Tribunal de commerce, salle des assemblées des faillites, pour, conformément à l'article 537 du Code de commerce, entendr le compte d'finitif qui sera rendu par les syndics, le débatire, le clore et l'arrêter; leur donner décharge de leurs fonctions et donner leur avis sur l'excusabilité du failli.

abilité du failli Nota. Les créanciers et le failli peuveni prendre ap greffe communication des compte et rapport des syndics (N° 4650

Messieurs les créanciers composant l'union de la faillite du sieur RETORD Jeas Bapilite, marchand de vin, deu-urant à l'vry-sur Sine, rue du Closal-l'Hospice, sont invités à se rendre le décembre, a 40 heures très précises, au rithunal de commerce, salle des assemblées des faillités, pour, conformément l'art. 537 du Code de commerce, en endre le compte définitif qui arra rendu ar les syndies, le débattre, le clore et arrêter; leur donner décharge de leur onctions et donner leur avis sur le sou nctions et donner leur avis sur lexcu

abilité du failli.
Nora. Les créanciers et le faillipeuven prendre au greffe communication des compte et rapport des syndies (N° 4984 du gr.). ONCORDAT APRÈS ABANDON D'

REDDITION DE COMPTE. Laliquidation del'actif abandonne par le sieur LEROY (Louis-Jules), fondeur en cuivre, demeurant à Paris, rue Char lot, R. 31, étant terminée, MM. les créan-ciers sont invités à se rendre le 6 décers sont invies a se renore le 6 ne-cembre. à 42 henres précises, au Tri-bunal de commerce, salle des assem-blées des faillites, pour, conformément à l'art. 537 du Code de commerce, en-tendre le compte définitif qui sera rendu par les syndies, le débattre, le clere, l'arrêter et leur donner décharge de leurs fonctions.

eurs fonctions.
Nota. Les créanciers et le faillipeuvent orendre au greffe communication des compte et rapport des syndics (N. 4023 sur le concordat propose par le failli, l'ad mettre s'il y a lieu, ou passer à la forma-tion de l'union, et, dans ce cas, donner leur

du gr.).

La liquidation de l'actifabandonné par le sieur KEMPENNER (Louis Etienne-Marie), ensrepreneur de hams froids, de meurant à Paris, sur la Seine, quai de Bathune, étant terminée, MM. les créan ciers sont invités à se rendre le 6 déc., à 3 heures précises, au Tribunal de commerce, salle des assemblées des faillites, pour, conformément à l'art. 537 du Code de commerce, entendre le comple définitif qui sera rendu par les syndies, le débattre, le clore, l'arrêter et leur donner décharge de leurs fonctions.

Nora, Les créanciers et le failli peuvent prendre au greffe communication des du gr.).

prendre au greffe communication des compte et rapport des syndics (N° 3597 du gr.). CLOTURE DES OPÉRATIONS POUR INSUFFISANCE D'ACTIF. N. B. Un mois après la date de ces re rements, chaque créancier rentré dans l'exercice de sesdroits contre le failli.

Du sieur DEVILLERVAL (Eugène), fa oricant de boutons à Paris, impasse Le noine, 46 (44 arrondissement), actuelle nent boulevard du Prince-Eugène, 269 Du sieur BRUZON, négociant, demeu-rant à Paris, rue du Pout-aux Choux, 44 N° 4:53 du gr.);

Du 29 novembre.

Da sieur AlGolly, nagociant, demeu-rant à Paris, boutevard Montmartre, 40, puis rue Rougemont, 7, et actuellement sans domicile connu N. 4497 du gr.); Des sieurs DELAPLANE et FRANK, ne g ciants, demeurant à Paris, rue de Ri-voli, 410 (N° 4373 du gr.); de meub es, demensant \( \), marchand

Du sieur TARTUFFE, marchand de vin rue de La Bruyère, 42, ci-devant, et ac-tuellement sans domicile connu (N. 5259

de meub es. demeurant à Paris, chaus sée du Maine, 68 (Nº 5253 du gr. ::

Du sieur LEFÈVRE, nézociant, demeurant à Paris, rue St Dominique, 474 (No 5229 du gr.); Du sieur CHEVALIER, négociant, de

connu (Nº 5267 du gr.); Du sieur BRETON (Eugène), décédé, en son vivant marchand de bouillon à Pa-ris, rue de V-nise, 28 N° 5-28 du gr.;

Du sieur CHARTON (Pierre), fabricant de lits en f.r. demeurant à Paris, rue des Vinaigriers, 62 N° 5:56 du gr.). ASSEMBLEES DU 1er DÉCEMBRE 1868.

DIX HEURES: Levallet, our —bupuls, id.

Ravigneaux c.ot. — Ferrero et Bizot, id.—Compungt, lampiste, id. — Morier, id. — Tenard, conc. — Boureur, affirm, a rès union, —Lamotte, id. — Lassiegó fils siné, reid. de compt. s. — Gauthier-Vergniaud, id.

ONZE HEURES: Azimon, cuv.—Loisier. id.—

Blancheteán, ciót — Satraziu, id.—
Garzoti id.— Lozey, conc.—Templier,
rech. à huit.— Moreau, afficm après
union.—Derocque, c ôt.—Revol. id.

din: Claverie, synd. — Beaujean, ouv.— Yeuve Verby, actuellement for me Sa-boutin, clot.—Feret, id.—Gontil, id. UNE BEURE: Dubost, ouv — Berger, clôt.

— L. b an id. – Vingdist fils, id — J. cob., id. — Radigue et F. nienay. conc. — Genas et Co., réan à hoit — Marais, affirm. après conc. — Chazanière, id — Veus Machet, redd. de comptes. — Chevy, id. DECK MEURES: Heck, synd.—Lacoste, id.
— Aubry, our.— Morin, ciot. — Bloc, id.
— Bourmartin, conc.—Baillet, id.

VENTES MOBILIÈRES.

VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE. Le 1er décembre. Rue d'Argenteuil, 14.

Le 1st décembre.

Rue d'Argenteuit, 14.

Consistant en :

7376—Compteirs, montres vitrées g' ces, pendules, arnoires, commodes etc.

Rue du Fabourg Montmartre, 23.

7377—Apparéits à gaz, comptoir, ceit debeuf, tables, chaises 2 billards etc.

Plaine de Saint Oven à la Glacière, au domicite du sieur Corou.

7378—Comptoir, ceit de beuf, g'aces, vin, verrerie, fair nee, meubles, etc.

Le 2 décembre.

En l'hôtel des Commissaires—Priseurs, rue Rossini, 6.

7379—Diverses constructions tombereaux vo tures moellouniè es, planches, etc.

7380—Comptoirs, casiers, rayons, bimbeloterie, piano, guéridon, etc.

7381—Eu cau, fauteuils, pendule, cartonniers, buffet et autres objets.

7382—Comptoirs, casiers, rayons, bimbeloterie, piano, guéridon, etc.

7383—Bureau cilette, chai-es, pantalons, gilets, 4 tot de divers objets.

7384—Comptoirs, calorières, billard, appareils à gaz, casses, etc.

7385—Caisse en fer, fauteuils, purcau, statuettes, pendules, buffet, etc.

7387—Compoirs, capiess, famiculis, pendule, rideaux, table, candélabres, etc.

7387—Compoirs, cagises, armoire vitrée, glace, appareils à gaz, etc.

7387—Compoirs, cagises, armoire vitrée, glace, appareils à gaz, etc.

7388—Table, buffet, chais s, hibitothèque, tableaux, gravures, pendule, etc.

7389—Chaises, tables, anaublement de salon, 3 grands tableaux, etc.

7393—Bureau, machi e à condre, casier, presse, chaises, buffet, etc.

7393—Bureau, machi e à condre, casier, presse, chaises, buffet, etc.

7393—Bureau, machi e à condre, casier, presse, chaises, buffet, etc.

7393—Bureau, machi e à condre, casier, presse, chaises, buffet, etc.

nue Notre-Dame-de-Nazarcin, 20.
7395—Bireau, comploir, casiers, virine,
bailons, têles et iuyaux en caoutchouc.
Boulevard des Italiene, 5.
7396—Fautevila, tables, chaises, appareils,
à gaz et autres objets.
Rue Oberkampf, 69.
7397—Armoire, con mode, chaises, tables,
bureau, sunitre, enseignes, etc.

A gaz et autres objets.

Rue Oberkampf, 69.

7397—Armoire, con mode, chaises, tables, bureau, pupitre, enseignes, etc.
Rue de l'Abbye, 45, & Montmarire.

7898—Table, boffet, chaises, toilette-commede, pierres lithographiques, etc.
Rue de Limographiques, etc.
Rue de Limographiques, etc.
Rue de Limographiques, etc.
Rue de Limographiques, etc.
Rue de l'Echiquier, 6.

7400—Apparciis à gaz, glaces, pendule, fauteuis, hureau, chaises, etc.
Même rue, nº 4 bis.

7401—Bureau, casiers, rayons, glaces, et autres objets mobiliers.
Rue de Champagne, 75, à l'Entrepôt des vins de Paris.

7402—200 fûts de vin rouge, 420 bouteilles de Champagne, fûts vides, etc.
Rue Saint Denis, 468.

7.03—Tables, fauteuils, chaises, fontaine, buffet, glaces, bendules, etc.
Rue du Château—d'Eau, ca.

7405—Bureau fauteuils, canapés, chaises, table de nuit, pendule, etc.
Rue de Rohêteau—d'Eau, ca.

Place Vendôme, 46.

7407—Bibliotheques, glaces, pendule, bufet; tables, coffre fort, etc.
Sur la place de Boulogne.

7408—Serétaire, tables, pendule, buffet; tombereaux, chevaux, etc.
Route da Châtillon, 20.

7409—Horloge, bureau, machines à fabriquer la brique, broueites, etc.
Place Vendôme, 46.

7410—S crétaire, tables, endises, chaises, machines à coudre, lampes, etc.
Place Vendôme, 46.

7410—S crétaire, buffet, tables, chaises, machines à coudre, lampes, etc.
Place Vendôme, 46.

tres objets de ménage.

L'un des gérants.

N. GUILLEMARD.

Emegistré à Paris, le

Décembre 1865. Fo

I world day

IMPRIMERIE A. GUYOT ET SCRIBE, RUE NEUVE-DES-MATHURINS, 18.

Pour légalisation de la signature A. Guver,

Le maire du 9º arrondissement,

Reçu deux francs trente centimes.

Certifié l'insertion sous le no